

# LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

REVUE MENSUELLE DU BUREAU INTERNATIONAL

POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, A BERNE

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

**UNION INTERNATIONALE:** Ratification des Actes de Londres et nouvelles adhésions. Circulaire du Conseil fédéral suisse aux États de l'Union, concernant l'adhésion de la Nouvelle-Zélande et du Samoa-Occidental au texte de Londres de l'Arrangement de Madrid relatif à la répression des fausses indications de provenance (du 17 avril 1947), p. 49.

**LÉGISLATION INTÉRIEURE:** A. Mesures prises en raison de l'état de guerre. **SUÈDE.** Décrets prolongeant l'application, dans les rapports avec divers pays, de la loi n° 924, du 1<sup>er</sup> novembre 1940 (du 29 juin 1946), p. 50. — **B.** Législation ordinaire. **AUSTRALIE.** Loi sur les brevets (texte codifié de 1903/1946), deuxième partie, p. 50. — **BULGARIE.** I. Loi portant modification de la loi sur les brevets d'invention (du 13 février 1947), p. 55. — II. Loi portant modification de la loi sur les marques (du 13 février 1947), p. 55. — **COLOMBIE.** Loi portant augmentation de certains impôts indirects et visant d'autres buts (n° 69, du 23 décembre 1946), p. 55. — **FRANCE.** Arrêté accordant la protection temporaire aux produits exposés à une exposition (du 14 mars 1947), p. 55. — **IRAQ.** Règlement relatif aux marques pour savons (n° 54, de 1941), p. 55. — **ITALIE.** Décret concernant la protection des inventions, etc. à une exposition (du 15 mars 1947), p. 55. — **NOUVELLE-ZÉLANDE.** Règlement concernant les heures de service pour les affaires de brevets, dessins, marques et droits d'auteur (n° 77, du 9 décembre 1936), p. 56. — **SUISSE.** Arrêté approuvant les conventions conclues le 8 février 1947 par la Confé-

rence de Neuchâtel de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle (du 25 mars 1947), p. 56.

### PARTIE NON OFFICIELLE

**ÉTUDES GÉNÉRALES:** L'Arrangement de Neuchâtel concernant la conservation ou la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale, deuxième et dernière partie, p. 56.

**CONGRÈS ET ASSEMBLÉES:** Réunions internationales. Association internationale pour la protection de la propriété industrielle. Congrès de La Haye (26-31 mai 1947), Programme, p. 61.

**CORRESPONDANCE:** Lettre de Grèce (A. Kalliklis). Le principe de la bonne foi et de la morale dans les transactions en matière de propriété industrielle, p. 62.

**JURISPRUDENCE:** **ITALIE.** Inventions d'employés. Brevet pris par l'employé tenu par contrat à exercer une activité inventive. Revendication par l'employeur. Concurrence déloyale. Détournement de personnel et imitation servile. Définition, p. 63. — **SUISSE.** Marque de fabrique. Indication de provenance. Concurrence déloyale. Droit au nom. Principes à suivre, p. 64.

**NÉCROLOGIE:** Enrico Luzzatto, p. 64.

**NOUVELLES DIVERSES:** **PAYS-BAS.** Mutation dans le poste de Président de l'Octrooiraad, p. 64.

## PARTIE OFFICIELLE

### Union internationale

Ratifications des Actes de Londres et nouvelles adhésions

#### CIRCULAIRE

DU CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE (DÉPARTEMENT POLITIQUE FÉDÉRAL) AUX ÉTATS DE L'UNION CONCERNANT L'ADHÉSION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET DU SAMOA-OCCIDENTAL AU TEXTE DE LONDRES DE L'ARRANGEMENT DE MADRID RELATIF À LA RÉPRESSION DES FAUSSES INDICATIONS DE PROVENANCE

(Du 17 avril 1947.)

Le Département politique fédéral a l'honneur de porter à la connaissance du Ministère des affaires étrangères que, par lettre du 31 mars 1947, la Légation de Grande-Bretagne à Berne lui a notifié, selon les instructions du Gouvernement

de Sa Majesté Britannique dans la Nouvelle-Zélande, l'adhésion de cette dernière au texte de Londres de l'Arrangement de Madrid concernant la répression des fausses indications de provenance, adhésion qui s'étend au territoire du Samoa-Occidental.

Conformément à l'article 5 de cet Arrangement et aux articles 16 et 16<sup>bis</sup> de la Convention d'Union, cette adhésion produira ses effets un mois après l'envoi de la présente notification, soit à partir du 17 mai 1947.

En priant le Ministère des affaires étrangères de bien vouloir prendre acte de ce qui précède, le Département politique saisit cette occasion pour lui renouveler l'assurance de sa haute considération.

## Législation intérieure

### A. Mesures prises en raison de l'état de guerre

#### SUÈDE

#### DÉCRETS

PROLONGEANT L'APPLICATION, DANS LES RAPPORTS AVEC DIVERS PAYS, DE LA LOI N° 924, DU 1<sup>er</sup> NOVEMBRE 1940

(Du 29 juin 1946.)<sup>(1)</sup>

En vertu de ces décrets, dont nous ne connaissons pas le texte, la loi n° 924, du 1<sup>er</sup> novembre 1940, qui contient des dispositions spéciales relatives aux brevets d'invention en temps de guerre ou de danger de guerre, etc.<sup>(2)</sup>, continue d'être applicable en faveur des res-

<sup>(1)</sup> Communication officielle de l'Administration suédoise.

<sup>(2)</sup> Voir *Prop. ind.*, 1941, p. 3, 92; 1942, p. 71; 1943, p. 65; 1944, p. 130; 1945, p. 82; 1947, p. 20.

tissants des pays ci-dessous énumérés, jusqu'au 30 juin 1947:

Canada (décret n° 601) <sup>(1)</sup>;  
Danemark (décret n° 717) <sup>(1)</sup>;  
Finlande (décret n° 251) <sup>(1)</sup>;  
Grande-Bretagne et Irlande du Nord  
(décret n° 662) <sup>(1)</sup>;  
Pays-Bas (décret n° 644) <sup>(2)</sup>;  
Suède (décret n° 380) <sup>(1)</sup>;  
Suisse (décret n° 271) <sup>(1)</sup>.

## B. Législation ordinaire

### AUSTRALIE

#### LOI SUR LES BREVETS

(Texte codifié de 1903/1946.)

(Deuxième partie)<sup>(3)</sup>

70. — Si un brevet est perdu ou détruit, ou si le fait qu'il n'est pas produit est expliqué à la satisfaction du Commissaire, celui-ci pourra, en tout temps, en faire sceller un duplicata.

#### 4<sup>e</sup> division. Des modifications apportées aux descriptions

71. — Le déposant ou le breveté peut, par une requête écrite déposée au Bureau des brevets, demander l'autorisation de modifier la description complète au moyen d'une renonciation, d'une correction ou d'une explication indiquant la nature de la modification et les raisons qui l'ont motivée. Si deux personnes ou plus ont conjointement droit au bénéfice d'un brevet, la requête devra être faite par toutes ces personnes, ou par quelques-unes, voire par une seule, avec le consentement des autres donné par écrit. Si le brevet a été donné en nantissement, la requête devra être faite par le débiteur et le créancier gagiste, ou par le débiteur avec le consentement écrit du créancier gagiste, ou par le créancier gagiste avec le consentement du débiteur gagiste <sup>(4)</sup>.

72. — Le Commissaire renverra la requête à l'examineur, en le chargeant d'examiner la question de savoir si la description, une fois modifiée conformément à la requête, revendique une invention essentiellement plus étendue ou autre que l'invention revendiquée par la description non modifiée et de faire rapport à ce sujet.

73. — S'il s'agit d'une description déjà acceptée, la requête et la nature de la modification proposée seront publiées de la manière prescrite.

74. — Lorsque la requête et la modification proposée sont publiées, toute personne pourra, en tout temps pendant le mois qui suit sa première publication, notifier au Bureau des brevets qu'elle fait opposition à la modification. Le Commissaire donnera connaissance de l'opposition à l'auteur de la requête <sup>(1)</sup>.

75. — Le Commissaire entendra l'auteur de la requête et, s'il comparait, la personne qui a notifié l'opposition, et il décidera si, et à quelles conditions, s'il y a lieu, la modification doit être autorisée, l'appel à la Haute Cour ou à la Cour suprême étant toutefois réservé.

76. — Lorsque l'opposition a été notifiée et que son auteur a comparu devant le Commissaire, la Haute Cour ou la Cour suprême pourra entendre l'auteur de la requête et celui de la susdite notification, si la Cour est d'opinion qu'il est en droit d'être entendu comme opposant à la requête. Elle décidera si, et à quelles conditions, s'il y a lieu, la modification doit être autorisée.

77. — S'il n'est pas notifié d'opposition, ou si la personne qui a fait opposition ne comparait pas, le Commissaire décidera si, et à quelles conditions, s'il y a lieu, la modification doit être autorisée. Si, en pareil cas, l'autorisation de modifier la description est refusée par le Commissaire, ou est accordée à des conditions que l'auteur de la requête n'est pas disposé à accepter, celui-ci pourra en appeler à la Haute Cour ou à la Cour suprême, qui pourra entendre l'appelant et le Commissaire, et rendre une ordonnance décidant si, et à quelles conditions, s'il y a lieu, la modification doit être autorisée.

78. — Ne sera autorisée aucune modification ensuite de laquelle la description modifiée revendiquerait une invention essentiellement plus étendue ou essentiellement différente de l'invention qui était revendiquée par la description avant la modification.

79. — Nonobstant ce qui est dit à l'article précédent, l'autorisation de modifier sera décisive en ce qui concerne le droit de l'intéressé à faire la modification autorisée, sauf en cas de fraude; et la modification sera considérée, par toutes les cours et à toutes fins, comme faisant partie de la description.

80. — Sous réserve des dispositions de la section suivante, les dispositions des sections 71 à 79 ne seront pas applicables quand, et aussi longtemps qu'une action en violation ou une procédure en révocation du brevet sera pendante.

81. — Dans une action en violation d'un brevet, et dans une procédure en révocation de brevet, la Cour ou un juge pourront en tout temps décider que, moyennant le paiement des frais et l'accomplissement des autres conditions qu'ils imposeraient, le breveté est libre de solliciter en vertu de la section précédente l'autorisation de modifier sa description au moyen d'une renonciation; lesdits Cour ou juge pourront aussi ordonner que, dans l'intervalle, l'examen ou l'audition de l'action soient ajournés.

82. — Lorsqu'une modification, par renonciation, correction ou explication, a été autorisée en vertu de la présente loi, il ne sera pas accordé de dommages-intérêts pour l'usage fait de l'invention avant la renonciation, la correction ou l'explication, à moins que le breveté n'établisse à la satisfaction de la Cour que sa revendication originale était rédigée de bonne foi, et avec une habileté et des connaissances suffisantes.

83. — Toute modification apportée à une description sera publiée de la manière prescrite.

#### 5<sup>e</sup> division. De la prolongation des brevets

84. — (1) Le breveté peut, après avoir donné à son intention la publicité prescrite, adresser à la Haute Cour ou à la Cour suprême une pétition demandant que son brevet soit prolongé pour un nouveau terme; mais cette pétition devra être présentée six mois au moins avant l'expiration du terme de la durée du brevet.

(2) Toute personne peut notifier son opposition à l'extension du brevet par le dépôt d'un *caveat* entre les mains de l'officier compétent de la Cour.

(3) La Cour peut connaître de la pétition et entendre le requérant et toute personne ayant déposé un *caveat*, ou leurs représentants.

(4) La Cour devra tenir compte, dans sa décision, de la nature et du mérite de l'invention au point de vue du public, des bénéfices réalisés par le breveté comme tel, et de toutes les autres circonstances du cas.

(5) S'il paraît à la Cour que le breveté n'a pas retiré de son brevet une rémunération équitable, elle pourra ordonner la prolongation de la durée pour un nou-

<sup>(1)</sup> Voir aussi *Prop. Ind.*, 1945, p. 105.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, 1946, p. 195.

<sup>(3)</sup> *Ibid.*, 1947, p. 34.

<sup>(4)</sup> La présente section a été ainsi amendée par la loi n° 17, du 13 décembre 1909.

<sup>(1)</sup> La présente section a été ainsi amendée par la loi n° 17, du 13 décembre 1909.

veau terme n'excédant pas cinq ans, ou dans des cas exceptionnels dix ans, ou la délivrance d'un nouveau brevet pour le terme qui sera indiqué dans l'ordonnance, et dans lequel sera insérée toute restriction, condition ou disposition qu'elle jugerait convenable.

(6) Si, en raison d'hostilités entre Sa Majesté et un État étranger, le breveté comme tel a subi une perte ou un dommage (dans lequel il faut comprendre la perte de l'occasion de s'occuper de son invention ou de la développer, causée par le fait qu'il a été engagé dans une œuvre d'intérêt national en rapport avec les hostilités), il pourra présenter une demande en vertu de la présente section, par une sommation directe (*by originating summons*) au lieu d'une pétition, et la Cour, en rendant sa décision, aura égard uniquement à la perte ou au dommage subi par le breveté.

Toutefois, la présente sous-section ne s'appliquera pas si le breveté ressortit à l'État étranger susvisé, ou s'il s'agit d'une compagnie dont les affaires sont dirigées ou contrôlées par des ressortissants de ce pays, ou administrées totalement ou principalement pour le bénéfice ou le compte de ceux-ci, quand bien même la compagnie serait enregistrée dans les dominions de Sa Majesté.

(7) En dépit des dispositions contenues dans la présente section, la Cour peut, si elle juge bon, étendre (soit avant, soit après l'expiration du terme de la durée du brevet) le délai dans lequel les démarches tendant à obtenir la prolongation doivent être effectuées, et ceci soit qu'il s'agisse d'une pétition, soit qu'il y ait lieu de présenter une sommation directe <sup>(1)</sup>.

#### 6<sup>e</sup> division. Des brevets d'addition

85. — (1) Lorsqu'un brevet a été demandé ou délivré pour une invention, et que le déposant ou le breveté, selon le cas, demande un autre brevet pour un perfectionnement ou une modification de cette invention, il pourra, s'il le juge convenable, exprimer dans sa demande relative au nouveau brevet, le désir que le terme de ce brevet soit limité à la durée du brevet original, ou à la partie de cette durée qui n'est pas encore écoulée.

(2) Si une demande contenant une telle requête a été présentée, le brevet (désigné ci-après sous le nom de brevet d'addition) pourra être délivré pour le terme indiqué plus haut.

(3) Le brevet d'addition demeurera en

vigueur aussi longtemps que le brevet délivré pour l'invention originale, mais pas davantage, et il ne sera pas payé de taxes de renouvellement pour un tel brevet.

(4) La délivrance d'un brevet d'addition constituera une preuve concluante du fait que l'invention est propre à faire l'objet d'un brevet d'addition, et la validité du brevet ne pourra être mise en question pour la raison que l'invention aurait dû faire l'objet d'un brevet indépendant <sup>(1)</sup>.

#### 6<sup>e</sup> A division. De la restauration des brevets déchu

85 A. — (1) Lorsqu'un brevet est déchu, faute par le breveté de payer une taxe établie dans le délai prescrit, le breveté peut demander au Commissaire, de la manière prescrite, qu'il rende une ordonnance tendant à la restauration du brevet.

(2) Toute demande semblable devra contenir un exposé des circonstances pour lesquelles la taxe prescrite n'a pas été payée.

(3) S'il appert de cet exposé que l'omission n'a pas été intentionnelle et qu'il n'a pas été apporté de retard injustifié à la présentation de la demande, le Commissaire publiera cette demande de la manière prescrite, et toute personne (que l'on désignera ci-après par le terme de l'*opposant*) pourra notifier au Bureau des brevets, dans le délai fixé à cet effet, qu'elle y fait opposition.

(4) Lorsqu'une notification de cette nature a été faite, le Commissaire en donnera avis au requérant.

(5) Après l'expiration du délai prescrit, le Commissaire entendra la cause et rendra une ordonnance restaurant le brevet ou rejetant la demande. Toute ordonnance rendue en vertu de la présente section à l'effet de restaurer un brevet devra contenir telles dispositions qui seraient prescrites en vue de la protection des personnes ayant fait usage de l'objet du brevet après que la déchéance a été annoncée dans le journal officiel du Bureau des brevets.

(6) Toute partie qui se croirait lésée par la décision du Commissaire peut se pourvoir en appel, dans le délai et en la manière prescrits, auprès de la Haute Cour ou la Cour suprême.

(7) La Haute Cour ou la Cour suprême peut entendre le requérant ou tout opposant dont l'audition lui paraîtrait admissible. Elle décidera si le brevet doit

être restauré ou si la requête doit être rejetée <sup>(1)</sup>.

#### 7<sup>e</sup> division. De la révocation des brevets

86. — (1) La procédure de *scire facias* ne peut pas être suivie en matière de révocation de brevets.

(2) La révocation d'un brevet peut être obtenue au moyen d'une pétition adressée à la Haute Cour ou à la Cour suprême d'un État de la Fédération.

(3) Pourra former une cause de révocation toute raison pour laquelle le brevet aurait pu, à teneur du droit commun, être révoqué par une ordonnance de *scire facias*.

(4) Une demande tendant à la révocation d'un brevet peut être présentée:

- a) par l'*Attorney general*;
- b) par toute personne autorisée par lui;
- c) par toute personne qui alléguera que le brevet a été obtenu en fraude de ses droits ou des droits d'une personne dont elle est l'ayant cause; ou
- d) qu'elle, ou une autre personne dont elle est l'ayant cause, est le véritable auteur d'une invention comprise dans la revendication du breveté; ou
- e) qu'elle, ou une autre personne aux droits de laquelle elle a succédé dans un commerce, une affaire ou une fabrication, a publiquement fabriqué, employé ou vendu dans la Fédération, avant la date du brevet, une chose que le breveté revendique comme son invention.

(5) Le demandeur doit remettre avec sa demande l'indication détaillée des objections qu'il compte faire valoir, et, à moins d'une autorisation de la Cour, il ne sera pas admis de preuve à l'appui d'une objection pour laquelle la susdite indication n'aurait pas été donnée.

(6) Cette indication pourra être amenée en tout temps, avec la permission de la Cour.

(7) Le défendeur aura le droit de commencer et de fournir des preuves à l'appui de son brevet, et si le demandeur fournit des preuves contre la validité du brevet, le défendeur aura le droit de répliquer.

(8) La Cour peut, si elle le juge opportun, avoir recours à la collaboration d'un assesseur spécialement qualifié pour l'assister dans l'audition de l'affaire.

(9) Si un brevet a été révoqué pour cause de fraude, ou si un brevet frauduleusement obtenu a été abandonné ou révoqué, le Commissaire pourra, sur requête, formulée conformément à la loi,

<sup>(1)</sup> La présente section a été ainsi amendée par la loi n° 24, du 15 décembre 1921.

<sup>(1)</sup> La présente section a été ainsi modifiée par la loi n° 17, du 13 décembre 1909.

<sup>(1)</sup> La présente section a été insérée par la loi n° 17, du 13 décembre 1909.

du véritable inventeur ou d'une des personnes mentionnées à la sous-section (3) de la section 32 de la présente loi, délivrer au requérant un brevet remplaçant celui qui a été révoqué et portant la même date.

Toutefois, aucune action ne pourra être intentée à raison d'une contrefaçon du brevet ainsi délivré qui aurait été commise avant la date réelle de la délivrance de ce brevet <sup>(1)</sup>.

86 A. — (1) Le breveté pourra en tout temps, en en donnant avis au Commissaire de la manière prescrite, offrir de renoncer au brevet, et le Commissaire pourra, après avoir donné connaissance de cette offre et avoir entendu les parties qui le désirent, s'il le juge convenable, accepter ladite offre et rendre une ordonnance révoquant le brevet.

(2) Si une action en contrefaçon ou une procédure en révocation est pendante devant une Cour, le Commissaire ne pourra accepter l'offre de renoncer au brevet ou prendre une décision de révocation qu'avec l'autorisation de la Cour, ou avec le consentement des parties <sup>(1)</sup>.

#### V<sup>e</sup> PARTIE

##### DE L'EXPLOITATION DES BREVETS ET DES LICENCES OBLIGATOIRES

87. — (1) Toute personne intéressée peut présenter au Commissaire, après l'expiration de trois années à compter de la délivrance du brevet, une pétition affirmant qu'il n'a pas été satisfait aux exigences raisonnables du public en ce qui concerne une invention brevetée, et demandant l'octroi d'une licence obligatoire, ou, à défaut, la révocation du brevet.

(2) Le Commissaire examinera la pétition; si les parties ne parviennent pas à s'entendre entre elles, et s'il est arrivé à la conviction que le bien-fondé de la pétition a été établi *prima facie*, il renverra celle-ci à la Haute Cour ou à la Cour suprême. Si le Commissaire n'est pas arrivé à la conviction ci-dessus, il peut rejeter la pétition.

(3) Si une telle pétition a été renvoyée par le Commissaire à la Haute Cour ou à la Cour suprême, et s'il est prouvé à la satisfaction de cette dernière qu'il n'a pas été satisfait aux exigences raisonnables du public en ce qui concerne l'invention brevetée, la Cour pourra imposer au breveté l'obligation d'accorder des licences aux conditions qui lui paraîtront justes. Si elle envisage que les exigences

raisonnables du public ne seraient pas satisfaites par l'octroi de licences, le brevet pourra être révoqué.

Toutefois, aucune ordonnance en révocation ne pourra être rendue dans le cas où le breveté donnerait des raisons satisfaisantes de son inaction <sup>(1)</sup>.

(4) Dans toute audience relative à une des pétitions prévues par la présente section, le breveté, et toute autre personne prétendant avoir un intérêt dans le brevet, comme licencié exclusif ou autrement, devra être admis comme partie dans la procédure; et le Commissaire aura le droit de comparaître et d'être entendu.

(5) . . . . . <sup>(2)</sup>

(6) Pour les fins de la présente section, les exigences raisonnables du public seront considérées comme n'ayant pas été satisfaites:

a) si, faute par le breveté:

i) de fabriquer dans une mesure suffisante et de fournir à des conditions raisonnables l'article breveté, ou telles de ses parties qui sont nécessaires pour son fonctionnement efficace;

ii) d'exploiter le procédé breveté dans une mesure suffisante;

iii) d'accorder des licences à des conditions raisonnables,

il est porté injustement préjudice à une industrie ou à un commerce existants ou à l'établissement d'une industrie ou d'un commerce nouveaux en Australie, ou s'il n'est pas satisfait convenablement à la demande portant sur l'article breveté ou sur l'article produit au moyen du procédé breveté;

b) s'il est porté injustement préjudice à une industrie ou à un commerce de l'Australie par les conditions que le breveté a attachées, avant ou après l'adoption de la présente section, à l'achat, au louage ou à l'usage de l'article breveté, ou à l'usage ou à l'exploitation du procédé breveté.

(7) Toute ordonnance prescrivant la concession d'une licence aux termes de la présente section déploiera ses effets, sans préjudice de toute autre méthode d'exécution, comme si elle faisait partie d'une concession de licence et si elle avait été rendue par les parties intéressées dans l'affaire.

87 A. — (1) En tout temps, mais pas moins de quatre ans après la date du brevet, et pas moins de deux ans après

l'adoption de la présente section, toute personne pourra requérir de la Haute Cour ou de la Cour suprême une décision constatant que l'article ou le procédé brevetés ne sont pas manufacturés ou utilisés dans une mesure suffisante dans la Fédération.

(2) Si, après la délibération sur la requête, la Cour acquiert la conviction que l'article ou le procédé brevetés sont manufacturés ou utilisés exclusivement ou en majeure partie en dehors de la Fédération, elle pourra, conformément à la présente section et à moins que le breveté ne prouve que l'article ou le procédé sont manufacturés ou utilisés dans une mesure suffisante dans la Fédération, ou n'invoque des excuses satisfaisantes pour son inaction, rendre la décision requise, qui deviendra exécutoire:

a) immédiatement; ou bien

b) à l'expiration d'un délai raisonnable fixé dans la décision, si, dans l'intervalle, il n'est pas prouvé à la satisfaction de la Cour que l'article ou le procédé brevetés sont manufacturés ou utilisés dans une mesure suffisante dans la Fédération.

Toutefois, aucune décision semblable ne sera rendue si elle est en contradiction avec un traité, une convention, un arrangement ou un engagement conclu avec un État étranger ou avec une autre partie de l'Empire britannique.

(3) Si, dans le délai fixé dans la décision, l'article ou le procédé brevetés ne sont pas manufacturés ou utilisés dans une mesure suffisante dans la Fédération, mais pour des raisons satisfaisantes indiquées par le breveté, la Cour pourra rendre une décision fixant un nouveau délai qui ne dépassera pas douze mois.

(4) Dès le jour où une décision rendue conformément à la sous-section (2) devient exécutoire, le brevet ne sera pas considéré comme violé par la fabrication ou par l'usage de l'article ou du procédé brevetés dans la Fédération, ou par la vente dans la Fédération de l'article fabriqué sur le territoire de la Fédération.

(5) Si à une époque quelconque après avoir rendu sa décision conformément à la sous-section (2), la Cour acquiert la certitude que l'article ou le procédé brevetés ne sont pas manufacturés ou utilisés dans la Fédération par une personne autre que le breveté, et que le breveté fabrique l'article ou utilise le procédé dans une mesure suffisante dans la Fédération, elle pourra à son gré, et si elle l'estime convenable, révoquer la décision, qui cessera, à partir de ce moment, d'avoir force exécutoire.

<sup>(1)</sup> Les sous-sections (1) à (3) ont été ainsi modifiées par la loi n° 70, du 5 décembre 1932.

<sup>(2)</sup> La sous-section (5) a été supprimée par la loi n° 17, du 13 décembre 1909.

<sup>(1)</sup> La présente section a été ainsi modifiée par la loi n° 17, du 13 décembre 1909.



(6) Lorsque la Cour est autorisée par la présente section à rendre une décision conformément à la sous-section (2), elle peut à son gré, et si elle l'estime convenable, au lieu de rendre une décision de ce genre, ordonner au breveté d'accorder une licence obligatoire au requérant, aux conditions fixées par la Cour.

(7) Dans toute procédure conforme à la présente section, la Cour peut dicter, en ce qui concerne les frais, les mesures qui lui paraissent équitables, et ordonner au requérant de fournir des sûretés pour les frais de la procédure et pour ceux d'appel, et si les sûretés ne sont pas fournies dans le délai fixé par l'ordonnance, la procédure ou le recours en appel seront considérés comme abandonnés <sup>(1)</sup>.

**87 B. —** (1) Il ne sera pas permis d'insérer dans un contrat conclu après l'entrée en vigueur de la présente loi en vue de la vente ou du louage d'un article ou d'un procédé protégé par un brevet, ou de l'autorisation d'employer ou d'exploiter un tel article ou procédé, une condition qui aurait pour effet:

- a) d'interdire ou d'empêcher l'acquéreur, le loueur ou le preneur de licence d'employer un article ou un genre d'articles ou un procédé, brevetés ou non, qui seraient fournis ou possédés par un autre que le vendeur, le loueur, le bailleur de licence ou les personnes désignées par lui (*nommées*) ou
- b) d'imposer à l'acquéreur, au loueur ou au preneur de licence l'obligation d'acquiescer du vendeur, loueur ou bailleur de licence, ou des personnes désignées par lui, un article ou un genre d'articles non protégé par le brevet.

Et toute condition semblable sera nulle et sans effet.

La présente sous-section ne sera, toutefois, pas applicable:

- 1° si le vendeur, le loueur ou le bailleur de licence prouve qu'à l'époque où le contrat a été conclu, l'acquéreur, le loueur ou le preneur de licence avait le choix d'acquiescer l'article ou d'obtenir le louage ou la licence à des conditions raisonnables, autres que celles indiquées plus haut;
- 2° si le contrat autorise l'acquéreur, le loueur ou le preneur de licence à se libérer de l'obligation d'observer les susdites conditions, en en avisant par écrit l'autre partie trois mois à l'avance et en lui payant comme compensation pour sa libération, en cas d'achat, telle somme, et en cas de louage ou de licence, telle rente ou

redevance pour le restant du terme du contrat, que pourrait fixer un arbitre désigné par le Ministre.

(2) Tout contrat relatif au louage d'un article ou d'un procédé breveté, ou à l'autorisation d'employer ou d'exploiter un tel article ou procédé, qu'il ait été conclu avant ou après l'entrée en vigueur de la présente section, pourra, en tout temps après que le ou les brevets qui protégeaient l'article ou le procédé à l'époque de la conclusion du contrat auront cessé d'être en vigueur, et nonobstant toute stipulation contraire contenue dans ce contrat ou dans tout autre, être résolu par chacune des parties, moyennant un avis par écrit donné trois mois à l'avance à l'autre partie.

(3) Tout contrat, conclu avant l'entrée en vigueur de la présente section, relatif au louage d'un article ou d'un procédé breveté, ou à l'autorisation d'employer ou d'exploiter un tel article ou procédé, et contenant une condition qui serait nulle et sans effet en vertu de la présente section si le contrat avait été conclu après l'adoption de la présente loi, pourra, en tout temps avant que le contrat soit résoluble aux termes de la sous-section précédente, et nonobstant toute stipulation contraire contenue dans ce contrat ou dans tout autre, être résolu par chacune des parties, moyennant un avis par écrit donné trois mois à l'avance à l'autre partie.

(4) Lorsque, conformément à l'une ou l'autre des deux sous-sections qui précèdent, un avis aura été donné qui rend parfait un contrat passé avant l'entrée en vigueur de la présente section, la partie qui a donné l'avis sera tenue de payer une indemnité qui, à défaut d'entente, sera fixée par un arbitre que désignera le Ministre.

(5) L'insertion par le breveté, dans un contrat conclu après l'adoption de la présente loi, d'une condition qui est nulle et sans effet aux termes de la présente section, peut être opposée comme exception à une action, intentée pendant l'existence du contrat, pour contrefaçon du brevet auquel ce contrat se rapporte.

(6) Rien dans la présente section

- a) ne modifie aucune condition d'un contrat par laquelle il est interdit à une personne de vendre des marchandises autres que celles provenant d'une personne particulière;
- b) ne doit être interprété comme valant un contrat qui serait invalide en dehors des dispositions de la présente section;
- c) ne modifie aucun droit relatif à la

résolution d'un contrat, ou aucune condition contenue dans un tel contrat, qui seraient applicables, indépendamment de la présente section;

- d) ne modifie aucune condition d'un contrat relatif au louage d'un article ou d'un procédé breveté, ou à l'autorisation d'employer un tel article ou procédé, et par laquelle le loueur ou le bailleur de licence réserve, à lui-même ou aux personnes à désigner par lui, le droit de fournir les parties nouvelles de l'article breveté qui pourraient être nécessaires pour la réparation de cet article <sup>(1)</sup>.

## VII<sup>e</sup> PARTIE

### DE LA VIOLATION DES BREVETS

**88. —** (1) Dans toute action ou procédure en violation de brevet, la Cour de l'État où l'action ou la procédure sera entamée pourra, si elle le juge convenable, requérir l'aide d'un assesseur spécialement qualifié pour l'assister dans l'audition et l'examen de la cause.

(2) Dans toute action en violation de brevet, le demandeur devra fournir, en même temps que l'exposé du droit qu'il revendique, ou que sa déclaration, ou à toute époque ultérieure sur l'ordre de la Cour ou d'un juge, l'indication détaillée des violations dont il se plaint.

(3) Le défendeur devra fournir, en même temps que ses moyens de défense, ou à toute époque ultérieure sur l'ordre de la Cour ou d'un juge, l'indication détaillée des objections sur lesquelles il se base pour soutenir sa défense.

(4) Si le défendeur conteste la validité du brevet, l'indication détaillée fournie par lui doit contenir les motifs pour lesquels il la conteste, et si l'un de ses motifs consiste dans le défaut de nouveauté, elle doit mentionner l'époque et l'endroit où a eu lieu la publication ou l'usage antérieurs allégués par lui.

(5) A l'audience, aucun moyen, à moins de l'autorisation expresse de la Cour ou d'un juge, ne sera admis comme preuve d'une violation de brevet ou d'une objection sur laquelle l'indication détaillée n'aurait pas été fournie de la manière prescrite.

(6) Cette indication pourra être modifiée en tout temps avec l'autorisation de la Cour ou d'un juge.

**89. —** Dans une action en violation d'un brevet, la validité de ce dernier ne pourra être contestée, à cause du défaut de nouveauté, pour la raison qu'un brevet se rapportant à la même invention

<sup>(1)</sup> La présente section a été insérée par la loi n° 17, du 13 décembre 1909.

<sup>(1)</sup> La présente section a été insérée par la loi n° 17, du 13 décembre 1909.

aurait été demandé ou accordé plus de cinquante ans avant la date à laquelle a été demandé le brevet mentionné en premier lieu, si l'invention en cause n'a pas été dans l'usage public sur le territoire de la Fédération ou de l'un des États à un moment quelconque de ladite période de cinquante ans.

90. — Dans toute action en violation d'un brevet, la Cour pourra, si elle envisage qu'une des revendications de la description complète est invalide, décider que le demandeur aura à payer au défendeur l'ensemble des frais de l'action, ou la partie de ces frais qu'elle jugera équitable, et cela alors même que le brevet aurait été reconnu valide en ce qui concerne toutes les autres revendications; et elle pourra ordonner au breveté de déposer au Bureau des brevets une renonciation concernant la revendication invalide.

91. — Dans une action en violation de brevet, la Cour ou un juge pourra certifier que la validité du brevet a été mise en question; et si la Cour ou un juge certifie ce fait, le demandeur aura droit, dans toute action ultérieure en violation de brevet où il obtiendrait une ordonnance ou un jugement définitifs en sa faveur, au remboursement intégral de ses frais, charges et dépens, au même tarif qu'entre avoué et client, à moins que la Cour ou le juge appelés à se prononcer sur l'affaire ne certifient qu'il ne doit pas avoir ce droit.

91 A. — (1) Lorsqu'une personne menace autrui, par circulaires, annonces ou autrement, d'une action ou de procédures en contrefaçon de brevet, ou d'autres procédures similaires, toute partie lésée pourra intenter une action contre cette personne et obtenir une déclaration attestant que les menaces ne sont pas justifiées, ainsi qu'une injonction contre leur continuation. Elle pourra également être indemnisée, s'il y a lieu, des dommages subis, à moins que l'auteur des menaces ne prouve devant le tribunal que les actes contre lesquels il a menacé d'engager une procédure constituent, ou constitueraient, s'ils étaient commis:

- a) la contrefaçon d'une invention brevetée quant à une revendication, contenue dans la description, dont le demandeur ne soutient pas qu'elle soit invalide;
- b) la violation de droits découlant de la publication de la description complète quant à une revendication y contenue dont il n'est pas prouvé qu'elle serait invalide si le brevet avait été délivré à son égard.

(2) Rien, dans la présente section, ne pourra engager la responsabilité d'un avoué ou d'un agent de brevet dans une action ou procédure visées par la présente section, quant à un acte accompli par lui dans l'exercice de sa profession pour le compte, et sur mandat écrit (lettre ou télégramme), de son client. Toutefois, l'avoué ou l'agent de brevet devra montrer son mandat à la personne contre laquelle les menaces sont dirigées, ou prouver à la satisfaction du tribunal que le mandat a été reçu par lui, mais qu'il l'a égaré ou détruit par inadvertance (1).

## VII<sup>e</sup> PARTIE

### DES DROITS DE LA COURONNE

92. — (1) Un brevet aura, à tous les points de vue, les mêmes effets à l'égard du Roi qu'à l'égard d'un de ses sujets.

(2) Toutefois, un Ministre responsable de la Couronne, administrant un département quelconque du service public de la Fédération ou de l'un des États, pourra employer l'invention pour le service public aux conditions convenues avec le breveté, ou — à défaut d'entente — aux conditions qui seront établies par arbitrage de la manière prescrite.

93. — (1) Le Gouverneur général, s'il y est autorisé par décision des deux Chambres du Parlement, pourra ordonner qu'un brevet soit acquis du breveté par le Ministre.

(2) Le Gouverneur général pourra déclarer, par un avis publié dans la *Gazette*, que le brevet a été acquis par le Ministre, et — après la publication de cet avis — le brevet et tous les droits qu'il conférerait au breveté seront, en vertu de la présente loi, transférés et acquis au Ministre comme fidéicommissaire de la Fédération.

(3) La Fédération paiera au breveté la contre-valeur équitable qui aura été convenue ou qui, à défaut d'entente, aura été établie par arbitrage de la manière prescrite.

94. — (1) Le Gouverneur de l'un des États, s'il y a été autorisé par un acte du Parlement dudit État, pourra, par une ordonnance publiée dans la *Gazette* du Gouvernement de cet État, ordonner au propriétaire d'un brevet d'invention de céder à un fonctionnaire, ou à la personne indiquée dans ladite ordonnance comme fidéicommissaire dudit État, tous les droits qu'il possède dans cet État en vertu de son brevet.

(1) La présente section a été ainsi modifiée par la loi n° 38, du 14 août 1946. Elle avait été insérée par la loi n° 17, du 13 décembre 1909.

(2) Après la publication de cette ordonnance, tous les droits appartenant au breveté dans cet État en vertu de son brevet seront, en vertu de la présente loi, transférés et acquis au fonctionnaire ou à la personne indiquée dans ladite ordonnance comme fidéicommissaire de l'État.

(3) L'État paiera au breveté la contre-valeur équitable qui aura été convenue ou qui, à défaut d'entente, aura été établie par arbitrage de la manière prescrite.

(4) La présente section ne sera pas applicable aux brevets qui auront été acquis par le Ministre comme fidéicommissaire de la Fédération.

(5) La section précédente devra être étendue de manière à autoriser le Ministre à acquérir d'un État, ou du fonctionnaire ou de la personne agissant comme fidéicommissaire de cet État, tous les droits acquis par ce dernier en vertu de la présente section, si l'acquisition de ces droits est nécessaire pour placer le brevet et tous les droits qui en découlent dans la dépendance du Ministre sur tout le territoire de la Fédération.

95. — L'auteur d'une invention peut céder à la Fédération cette invention, de même que le brevet qu'il a obtenu ou qu'il pourrait obtenir pour elle.

La cession et les conventions et arrangements qu'elle renferme seront valides et produiront leur effet, nonobstant l'absence de toute contre-valeur effective, et pourront être mis à exécution au moyen d'une action ou d'une autre procédure appropriée, intentée au nom de l'*Attorney general*.

96. — Si une invention a été cédée à la Fédération, le Ministre de la défense pourra, par une notification écrite adressée au Commissaire, ordonner que l'invention et le mode de sa mise en œuvre soient tenus secrets.

97. — Toute demande de brevet, description, modification de description et tout dessin qui aura été reçu au Bureau des brevets ou par le Commissaire relativement à une invention au sujet de laquelle une telle notification aura été faite, sera scellé par le Commissaire, et le contenu d'une telle demande, description, spécification ou d'un tel dessin ou document ne sera pas divulgué sans la permission écrite du Ministre de la défense.

98. — Le brevet d'invention pourra être rédigé au nom de l'inventeur et être scellé, mais il sera délivré au Ministère de la défense et non à l'inventeur; il sera

la propriété de la Fédération, et aucune procédure ne pourra être intentée en révocation de ce brevet.

99. — Ni la communication de l'invention au Ministre de la défense, ou à toute personne autorisée par lui à examiner l'invention, ni rien de ce que cette personne aura fait en vue de cet examen, ne sera réputé publication ou emploi de l'invention et ne pourra porter préjudice à la concession ou à la validité du brevet relatif à cette invention.

100. — Le Ministère de la défense pourra, par une notification écrite adressée au Commissaire, décider qu'une invention dont le secret avait été ordonné n'a plus besoin d'être tenue secrète, après quoi la description et les dessins pourront être publiés. (A suivre.)

## BULGARIE

### I

#### LOI

PORTANT MODIFICATION DE LA LOI SUR LES BREVETS D'INVENTION

(Du 13 février 1947.)<sup>(1)</sup>

*Article unique.* — La loi sur les brevets d'invention<sup>(2)</sup> est modifiée comme suit:

- a) remplacer, dans l'alinéa 2 de l'article 36, le chiffre «25» par «2500»;
- b) remplacer, dans l'article 38, le chiffre «5000» par «100 000»;
- c) remplacer, dans l'article 45, le chiffre «1000» par «50 000».

### II

#### LOI

PORTANT MODIFICATION DE LA LOI SUR LES MARQUES

(Du 13 février 1947.)

*Article unique.* — La loi sur les marques<sup>(3)</sup> est modifiée comme suit:

- a) remplacer, dans l'article 20, les mots «50 levas d'or» par «5000 levas» et les mots «40 levas d'or» par «4000 levas»;
- b) remplacer, dans l'article 37, les mots «30 levas d'or» par «3000 levas»;
- c) remplacer, dans l'article 45, les mots «de 2500 à 20 000 levas» par «de 5000 à 100 000 levas» et le chiffre «15 000» par «50 000».

<sup>(1)</sup> Nous devons la communication de la présente loi et de celle qui la suit à l'obligeance de M. Svetoslav Kolev, avocat à Sofia, Case postale 33.

<sup>(2)</sup> Voir *Prop. ind.*, 1921, p. 130.

<sup>(3)</sup> *Ibid.*, 1904, p. 75.

## COLOMBIE

### LOI

PORTANT AUGMENTATION DE CERTAINS IMPÔTS INDIRECTS ET VISANT D'AUTRES BUTS

(N° 69, du 23 décembre 1946.)<sup>(1)</sup>

*Dispositions relatives aux brevets et aux marques*

ARTICLE PREMIER. — L'article 1<sup>er</sup> du décret législatif n° 92, de 1932<sup>(2)</sup>, est modifié comme suit:

« Les actes et documents ci-dessus énumérés porteront des timbres de la valeur ci-après:

17. Demandes tendant à obtenir un brevet d'invention, ou l'enregistrement d'une marque ou d'un modèle industriel: 10 pesos.

23. Brevets d'invention: 25 pesos.

24. Certificats d'enregistrement de marques: 50 pesos.

32. Certificats délivrés, aux termes de la loi, par l'administration ou par les tribunaux: 0,50 peso.

36. Traductions officielles: 1 peso. »

ART. 2. — La valeur de chaque feuille de papier timbré est élevée à 0,30 peso.

## FRANCE

### ARRÊTÉ

ACCORDANT LA PROTECTION TEMPORAIRE AUX PRODUITS EXHIBÉS À UNE EXPOSITION

(Du 14 mars 1947.)<sup>(3)</sup>

L'exposition dite Foire de Bordeaux, qui doit avoir lieu à Bordeaux du 15 au 30 juin 1947, a été autorisée à bénéficier des dispositions de la loi du 13 avril 1908<sup>(4)</sup>, relative à la protection de la propriété industrielle dans les expositions.

Les certificats de garantie seront délivrés par M. le Préfet de la Gironde, dans les conditions prévues par le décret du 17 juillet 1908<sup>(5)</sup>.

<sup>(1)</sup> Voir *Boletín Sidempa*, n° 25, du 15 janvier 1947, p. 1. La présente loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1947.

<sup>(2)</sup> Voir *Prop. ind.*, 1933, p. 59.

<sup>(3)</sup> Communication officielle de l'Administration française.

<sup>(4)</sup> Voir *Prop. ind.*, 1908, p. 49.

<sup>(5)</sup> *Ibid.*, 1909, p. 106.

## IRAQ

### RÈGLEMENT

RELATIF AUX MARQUES POUR SAVONS

(N° 54, de 1941.)<sup>(1)</sup>

ARTICLE PREMIER. — Le savon ne doit être ni vendu, ni offert en vente, ni entreposé pour la vente, ni délivré par la fabrique, ni importé sans que les pains et les barres portent clairement imprimée la marque enregistrée dans le pays.

ART. 2. — Tout propriétaire d'une fabrique de savon, ou le gérant responsable, doit présenter au Ministère de l'économie les certificats d'enregistrement de toutes les marques distinguant le savon fabriqué par lui au moment où le présent règlement entre en vigueur.

De même, les importateurs de savon doivent présenter les certificats d'enregistrement des marques couvrant le savon qu'ils importent.

Ces certificats seront inscrits sur des formules spéciales que le Ministre délivrera sur demande.

ART. 3. — Lorsqu'une fabrique lance un nouveau type de savon ou une marque nouvelle, le propriétaire ou le gérant responsable doit présenter au Ministère de l'économie le certificat d'enregistrement de cette marque, accompagné d'un échantillon du produit, pour l'analyse. Les importateurs de savon sont soumis aux mêmes obligations.

Le nouveau savon ne doit être ni vendu, ni utilisé d'une manière quelconque avant que les résultats de l'analyse ne soient connus.

ART. 4. — Le présent règlement entrera en vigueur le 30 septembre 1941.

ART. 5. — Le Ministre de l'économie est chargé de l'exécution du présent règlement<sup>(2)</sup>.

## ITALIE

### DÉCRET

concernant

LA PROTECTION DES INVENTIONS, ETC. À UNE EXPOSITION

(Du 15 mars 1947.)<sup>(3)</sup>

*Article unique.* — Les inventions industrielles, les modèles d'utilité, les dessins ou modèles et les marques concer-

<sup>(1)</sup> Communication officielle de l'Administration de l'Iraq.

<sup>(2)</sup> Le présent règlement est rendu aux termes de la loi n° 25, de 1925, amendée par la loi n° 42, de 1943, qui réglemente la fabrication et la vente du savon. Nous ne publions pas ces textes, qui ne portent pas sur des affaires de notre domaine, mais nous les gardons à la disposition des lecteurs qui s'y intéresseraient.

<sup>(3)</sup> Communication officielle de l'Administration italienne.

naut les objets qui figureront à la XXV<sup>e</sup> Foire internationale, qui sera tenue à Milan, du 14 au 29 juin 1947, jouiront de la protection temporaire prévue par les lois n° 1127, du 29 juin 1939<sup>(1)</sup>, n° 1411, du 25 août 1940<sup>(2)</sup>, et n° 929, du 21 juin 1942<sup>(3)</sup>.

Le présent décret sera publié dans la *Gazette officielle* et dans le *Bulletin des brevets*, aux termes des articles 104 du décret n° 244, du 5 février 1940<sup>(4)</sup>, et 109 du décret n° 1354, du 31 octobre 1941<sup>(5)</sup>.

## NOUVELLE-ZÉLANDE

### RÈGLEMENT

concernant

LES HEURES DE SERVICE POUR LES AFFAIRES DE BREVETS, DESSINS, MARQUES ET DROITS D'AUTEUR

(N° 77, du 9 décembre 1936.)<sup>(6)</sup>

1. — Le présent règlement pourra être cité comme les *Patents, Designs and Trade Marks and Copyright (Hours of inspection) Regulations*, 1936.

2. — Le présent règlement entrera en vigueur le 9 décembre 1936.

3. — Les règlements énumérés dans l'annexe ci-après sont amendés par l'abrogation des clauses indiquées dans la première colonne, qui sont respectivement remplacées par ce qui suit:

« L'Office sera ouvert au public tous les jours de semaine, à l'exception du samedi, de 9 à 12 h. et de 14 à 16 h.

Il sera fermé: du Vendredi-Saint au mardi de Pâques inclus; du 24 décembre au 3 janvier inclus et tout autre jour considéré par le Gouvernement comme férié. »

### ANNEXE

| Clauses abrogées | Règlement                                   | Date                         |
|------------------|---|------------------------------|
| 9                | Règlement sur les droits d'auteur . . . . . | 27 mars 1914 <sup>(7)</sup>  |
| 83               | Règlement sur les brevets                   | 26 juin 1922 <sup>(8)</sup>  |
| 43               | > > > dessins                               | 26 juin 1922 <sup>(9)</sup>  |
| 85               | > > > marques                               | 26 juin 1922 <sup>(10)</sup> |

<sup>(1)</sup> Voir *Prop. ind.*, 1939, p. 124; 1940, p. 84.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, 1940, p. 196.

<sup>(3)</sup> *Ibid.*, 1942, p. 168.

<sup>(4)</sup> *Ibid.*, 1940, p. 110.

<sup>(5)</sup> *Ibid.*, 1942, p. 78.

<sup>(6)</sup> Le présent règlement, qui manquait à notre documentation, nous a été obligeamment communiqué par l'Administration néo-zélandaise.

<sup>(7)</sup> Voir *Droit d'Auteur*, 1914, p. 91.

<sup>(8)</sup> Voir *Prop. ind.*, 1929, p. 105; 1946, p. 155.

<sup>(9)</sup> *Ibid.*, 1929, p. 126.

<sup>(10)</sup> *Ibid.*, 1929, p. 153. Notons que ce règlement a été abrogé par celui du 10 décembre 1941 (*ibid.*, 1943, p. 42), où la question des jours et heures d'ouverture de l'office est traitée dans la clause 109.

## SUISSE

### ARRÊTÉ FÉDÉRAL

APPROUVANT LES CONVENTIONS CONCLUES LE 8 FÉVRIER 1947 PAR LA CONFÉRENCE DE NEUCHÂTEL DE L'UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

(Du 25 mars 1947.)<sup>(1)</sup>

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées les conventions conclues le 8 février 1947 par la Conférence de Neuchâtel de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, savoir:

- 1° l'Arrangement concernant la conservation ou la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale;
- 2° le Protocole de clôture;
- 3° le Protocole de clôture additionnel.

Le Conseil fédéral est autorisé à les ratifier.

ART. 2. — Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution des conventions ratifiées.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Études générales

#### L'Arrangement de Neuchâtel

concernant la conservation ou la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale

(Second et dernier article)<sup>(2)</sup>

#### Art. 6

(1) Les tiers qui, après le 3 septembre 1939 et jusqu'au 31 décembre 1946, auraient de bonne foi entrepris l'exploitation d'une invention, d'un modèle d'utilité, ou d'un dessin ou modèle industriel, pour continuer cette exploitation aux conditions prévues par les législations intérieures.

(2) L'inventeur qui rapportera la preuve de sa création et qui aura déposé une demande de brevet entre le 3 septembre 1939 et le 1<sup>er</sup> janvier 1946, ou son ayant droit, pourra — à l'égard d'une demande de brevet déposée sous le bénéfice de l'article premier — être assimilé à l'exploitant de bonne foi, même s'il n'a pas effectivement exploité son invention, à condition de justifier que la mise en exploitation a été empêchée par la guerre.

Tous les articles considérés jusqu'ici avaient en vue de remédier aux atteintes subies par les titulaires de droits de pro-

<sup>(1)</sup> Voir *Recueil des lois fédérales*, n° 13, du 3 avril 1947, p. 249.

<sup>(2)</sup> Voir *Prop. ind.*, 1947, p. 41.

priété industrielle, ou par les expectants de tels droits, ensuite de la guerre mondiale. Mais il faut tenir compte des exigences de la vie industrielle et commerciale des peuples pendant une période aussi troublée. En prolongeant un délai, en réparant un droit, il faut se demander si d'autres droits légitimes et concurrents du droit restauré n'ont pas pu naître. La question est fort délicate et complexe. Il eût été impossible d'énoncer une règle pour chaque cas et il a fallu se borner à émettre une disposition de caractère général, en laissant aux législations nationales le soin de prendre les mesures d'exécution. Nous abordons ainsi les *droits des tiers* de bonne foi. L'expression droit des tiers est familière aux juristes et notamment à ceux qui s'occupent plus particulièrement du droit international en matière de propriété industrielle. Il n'est pas nécessaire de la définir. Mais ce qu'il faut relever d'emblée, c'est la divergence qui existe quant à la reconnaissance d'un tel droit entre les textes de la Convention d'Union signés à Washington et à La Haye et ceux adoptés par la Conférence de Londres. Selon les deux premiers, les droits de priorité reconnus à celui qui a fait, le premier, sur le territoire de l'Union, le dépôt d'une demande de brevet, d'un modèle d'utilité, d'une marque de fabrique ou d'un dessin ou modèle industriel, sont grevés de la réserve du droit des tiers; suivant les derniers, le droit de priorité est absolu: un droit de tiers ne peut pas exister dans aucun des pays liés par les textes de Londres, où le dépôt second d'une demande de brevet, etc. a été opéré, par un ressortissant de l'un de ces pays, pendant le délai réglementaire.

L'article 6 est divisé en deux alinéas. Le premier a trait aux droits que des tiers peuvent acquérir par l'exploitation, de bonne foi, d'une invention brevetée, par l'usage d'un modèle d'utilité, par l'emploi d'un dessin ou modèle industriel. Le second est consacré aux inventeurs qui ont demandé un brevet d'invention dans la période comprise entre le 3 septembre 1939 et le 1<sup>er</sup> janvier 1946, mais que la guerre a empêchés d'exploiter leur invention.

I. En commençant l'examen des droits des tiers ou de possession personnelle reconnus par l'Arrangement de Neuchâtel, nous rappellerons une règle fondamentale, à savoir: aucune disposition dudit Arrangement ne peut diminuer, en quoi que ce soit, les avantages assurés à



un titulaire de droits de propriété industrielle par la Convention générale d'Union ou l'un des trois arrangements (de Madrid et de La Haye) qui en dépendent, par un accord particulier entre pays contractants, ou par une loi intérieure.

Une seconde règle fondamentale peut être énoncée: En prolongeant les délais de priorité unioniste, l'Arrangement n'a étendu ni la portée, ni le contenu des droits de priorité, mais il respecte les mesures prises en faveur de titulaires de droits de propriété industrielle, et il laisse aux pays contractants la faculté de prendre des mesures de ce genre.

Les considérations qui vont suivre sont dominées par ces deux règles.

#### A. Droits des tiers pendant le délai (prolongé ou non) de priorité

a) Aux termes de la Convention révisée à Londres (1934), les tiers ne peuvent plus acquérir pendant le délai de priorité unioniste un droit d'exploiter. Les droits de priorité nés sous l'égide du texte de Londres ne sont pas grevés de droits des tiers qui auraient commencé l'exploitation de l'invention, de la marque, etc., après le jour du dépôt premier. La règle s'applique entre les pays où les Actes de Londres sont en vigueur.

Certains de ces pays ont édicté des mesures spéciales de guerre. Il y a lieu d'en tenir compte. Ils ont pu prolonger purement et simplement les droits de priorité unioniste et empêcher l'acquisition de droits de possession personnelle pendant la période de prolongation. L'Arrangement consacrerait cet état de fait. Mais les pays en cause ont aussi pu réserver les droits des tiers exploitants. Nous citerons à titre d'exemples la loi des États-Unis du 8 août 1946, publiée dans la *Propriété industrielle*, année 1946, p. 145, et la loi française du 11 septembre 1940, dont le texte figure dans la revue précitée, année 1940, p. 174. Ces réserves ne dérogent pas à la Convention, car, en prolongeant le délai de priorité, les pays en cause ont concédé des avantages plus étendus que ceux prévus par la Convention; il leur était donc loisible de grever les droits supplémentaires qu'ils accordaient des servitudes qu'ils jugeaient équitable d'établir. Il ne peut naître aucune controverse en ce qui concerne les inventions, les modèles d'utilité et les dessins ou modèles industriels. Nous examinons plus loin, sous lettre c), la question des marques.

b) Dans les pays encore liés par les Actes de La Haye ou de Washington, des droits en faveur de tiers ont pu naître en tout temps, à partir de la de-

mande première jusqu'au jour de la délivrance du brevet d'invention, de l'enregistrement de la marque ou du dessin ou modèle. La prolongation du délai de priorité unioniste, que certains de ces pays ont décidée, n'a ni supprimé les droits qui pouvaient exister au moment de cette prolongation, ni empêché la naissance de nouveaux droits pendant le délai de prorogation, à moins que les lois de prorogation n'en aient disposé autrement. Notre Arrangement n'étend, ni ne rétrécit le domaine des tiers exploitants soumis au régime de La Haye ou de Washington; mais il n'interdit pas aux pays qui ont conservé ce régime d'édicter, en faveur des titulaires de droits de propriété industrielle, des prescriptions plus favorables, qu'il s'agisse de brevets d'invention, de marques ou de dessins ou modèles industriels. A défaut de dispositions de ce genre, plus larges que la Convention d'Union, les titulaires de droit de propriété industrielle devront s'accommoder des droits de possession personnelle que des tiers de bonne foi pourront faire valoir en vertu d'une exploitation commencée soit avant, soit après le jour où la prolongation des délais de priorité assurée par une loi prend fin.

c) Qu'advient-il à partir du jour où le délai de priorité est expiré, qu'il s'agisse du délai conventionnel pur et simple ou du délai prorogé temporairement par les lois nationales? Alors commence le règne de l'Arrangement de Neuchâtel. Celui-ci concède aux tiers un droit personnel à l'exploitation des inventions et des dessins ou modèles industriels qu'ils utilisaient licitement au moment de la mise en vigueur de l'Arrangement. Toutefois, cette exploitation doit avoir commencé au plus tard le 31 décembre 1946. Le tiers qui a commencé après cette date à exploiter une invention dans un pays où elle a fait, ou fera, en vertu de l'Arrangement, l'objet d'un brevet, ou à utiliser un dessin ou un modèle régulièrement enregistré doit interrompre son activité.

L'Arrangement ne crée pas un droit uniforme pour tous les pays contractants; il n'abolit aucun des droits de propriété industrielle reconnus par un traité international ou par les législations intérieures. Chaque cas doit donc être examiné individuellement; mais les Administrations nationales trouveront, chacune pour le qui la concerne, les règles générales applicables sur leur territoire.

Mais un tiers exploitant une *marque* ne peut acquérir aucun droit de possession personnelle basé sur l'Arrange-

ment. En effet, la Conférence de Neuchâtel a expressément refusé de concéder un droit d'exploitation à ceux qui, de bonne foi, ont utilisé une marque pendant la période de prolongation du délai de priorité unioniste prévue par l'Arrangement, ou pendant le temps qui s'écoule entre l'extinction d'une première période de protection et la date de renouvellement de l'enregistrement. Cette décision affecte-t-elle les droits des tiers reconnus par les textes conventionnels de La Haye et de Washington, ou par les mesures d'exception prises, avant la mise en vigueur de l'Arrangement, par les pays contractants? En d'autres termes, l'Arrangement pourrait-il avoir pour effet de supprimer le droit que des tiers ont acquis en matière de marques, par application des textes conventionnels ou des lois nationales, pour la période allant du 4 septembre 1939 au 31 décembre 1946? Non. L'on ne concevrait pas que l'Arrangement puisse modifier incidemment le texte de la Convention d'Union. L'article 6 vise par son côté positif — reconnaissance du droit des tiers pour les inventions, les modèles d'utilité, les dessins ou modèles industriels — comme par son côté négatif — négation du droit des tiers en matière de marques — les droits nés pendant la période de prolongation prévue par l'Arrangement lui-même. Il laisse subsister les droits concédés par la Convention d'Union et aussi, croyons-nous, ceux qui ont été reconnus par les pays contractants à l'occasion des mesures spéciales qu'ils ont prises en raison de la guerre. L'opinion que nous défendons en ce qui concerne les droits dérivant de mesures spéciales pourrait être combattue en relevant que les droits des titulaires de propriété industrielle domiciliés dans un pays contractant qui, jusqu'à la conclusion de l'Arrangement, ne s'est pas soucié des répercussions de la guerre sont mieux sauvegardés que dans les pays qui ont prolongé le délai de priorité unioniste en réservant, comme le fait la Convention d'Union (texte de La Haye et de Washington), le droit des tiers exploitants. L'objection n'est pas dénuée de fondement. Mais il y aurait quelque dureté à interdire après coup une activité expressément autorisée par la législation intérieure. La sécurité du droit en souffrirait.

En revanche, il reste incontesté qu'aucun droit nouveau de tiers ne peut être reconnu pour la période envisagée par l'Acte de Neuchâtel. Ce serait porter préjudice aux titulaires de marques, une in-

fraction à ce dernier. Les lois postérieures à la mise en vigueur de celui-ci, émanant de pays contractants, qui contiendraient des dispositions contraires dérogeraient à l'Arrangement <sup>(1)</sup>.

**B. Droits des tiers pendant la période où l'invention, le modèle d'utilité, le dessin ou modèle industriel étaient, quoique ayant fait l'objet d'un brevet, d'un dépôt, réputés privés de protection**

Nous avons vu que l'article 2 de l'Arrangement prolonge tous les délais impartis pour accomplir tout acte, remplir toute formalité, payer toute taxe, et généralement satisfaire à toute obligation prescrite par les lois de chaque pays pour conserver les droits en vigueur le 3 septembre 1939 ou après cette date, ou pour obtenir ceux qui, si la guerre n'avait pas eu lieu, auraient pu être acquis depuis cette date, mais avant le 30 juin 1947. L'article 6 réserve le droit de ceux qui auraient exploité une invention ou un dessin ou modèle industriel (à l'exclusion des marques) après l'expiration des délais impartis mais au plus tard le 31 décembre 1946. Ces tiers pourront continuer leur exploitation aux conditions fixées par la législation intérieure. Mais certains pays auront pris, avant la mise en vigueur de l'Arrangement, des mesures analogues, généralement limitées dans le temps, pour ce qui concerne leur propre territoire. Comme pour la prolongation des délais de priorité, ces pays auront pu exclure, ou bien permettre, la naissance de droits de possession personnelle pendant la période de prolongation.

En cas d'exclusion, l'article 6 n'aura pas pour effet de diminuer les droits de propriété industrielle — qu'il s'agisse d'une invention, d'une marque ou d'un dessin ou modèle — ainsi reconnus. Des droits des tiers n'auront pas pu naître pendant la validité des mesures d'exception édictées; mais si elles ont pris fin avant le 1<sup>er</sup> janvier 1947, des droits d'exploiter auront pu se constituer (sauf pour les marques) entre la date d'expiration

de ces mesures et le 1<sup>er</sup> janvier 1947. Ces droits sont reconnus par l'Arrangement.

Dans le cas contraire, c'est-à-dire lorsque la loi intérieure de prolongation reconnaît un droit aux tiers exploitants, l'Arrangement confirme ce droit s'il repose sur des actes antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 1947. Dans les pays qui n'ont pris aucune mesure de prolongation, les règles de l'Arrangement sont applicables sans restrictions (sous réserve, bien entendu, du délai de priorité unioniste, pour les pays où les Actes de Londres sont applicables).

La situation créée par la réserve du droit des tiers est évidemment un peu compliquée, mais non pas au point de rendre peu clair l'état du droit. L'on conviendra toutefois qu'il eût été difficile d'indiquer pour tous les pays contractants une date fixe, un *dies a quo* — par exemple le jour d'expiration du délai de priorité unioniste, ou le jour d'expiration des délais impartis par les lois — à partir duquel le droit des tiers aurait pu, aux termes de l'Arrangement, prendre naissance.

Avant d'examiner les conditions imposées aux tiers exploitants, nous essayerons de donner, en raccourci, une vue d'ensemble sur le domaine de ces tiers exploitants.

a) Relations entre pays liés par les Actes de La Haye ou de Washington. *Inventions. Modèles d'utilité. Dessins ou modèles industriels.* Pendant tout le délai de priorité unioniste, y compris la période de prolongation décrétée par une loi ou assurée par l'Arrangement, et pendant la période de prolongation des délais prévus à l'article 2, il a pu naître un droit en faveur de l'exploitant de bonne foi. A partir du jour de la délivrance du brevet, de l'enregistrement d'un modèle d'utilité ou du dépôt d'un dessin ou modèle industriel, aucun droit nouveau de possession personnelle n'a pu se constituer aussi longtemps que le brevet, l'enregistrement produisaient effet; en revanche, si, pour une cause quelconque, le brevet d'invention, l'enregistrement du modèle d'utilité, le dépôt du dessin ou modèle est tombé en déchéance, celui qui a commencé l'exploitation de l'invention ou du modèle à partir de la chute dans le domaine public, mais au plus tard jusqu'au 31 décembre 1946, sera au bénéfice du droit reconnu au tiers par l'alinéa (1) de l'article 6. — *Marques.* Les tiers peuvent continuer à exercer les droits d'exploita-

tation qui leur ont été expressément reconnus par la Convention ou par la législation intérieure au moment de la mise en vigueur de l'Arrangement. En revanche, n'est pas autorisée l'utilisation, après l'expiration du délai de priorité unioniste, d'une marque dans un pays contractant qui n'avait pas prolongé ce délai ou qui l'avait prolongé en spécifiant que les tiers ne pourraient pas acquérir de droits d'exploitation. Est également illicite l'emploi de marques commencée pendant la période de prolongation des délais prévue aux articles 2, 3 et 4.

b) Relations entre pays liés par les Actes de Londres. Le droit conféré à celui qui a fait une demande première de brevet d'invention, d'enregistrement d'une marque ou de dépôt d'un dessin ou modèle est absolu pendant les délais de priorité fixés par la Convention et aussi pendant le délai de prorogation prévu par les lois nationales, sauf dispositions contraires contenues dans ces dernières. En revanche, une fois le délai de priorité unioniste expiré, ou bien le brevet délivré, la marque enregistrée, le dessin ou modèle déposé, la situation du titulaire de droits de propriété industrielle est la même que pour les ressortissants des pays où les Actes de La Haye ou de Washington sont encore en vigueur.

Qu'advient-il pour les pays qui ont adhéré aux Actes de Londres depuis le 3 septembre 1939? Les droits de priorité unioniste nés jusqu'à la date de la mise en vigueur du nouveau texte restent soumis aux anciennes prescriptions; les droits nés depuis cette date (par un dépôt premier opéré dans un des autres pays liés par les Actes de Londres) sont régis dans le nouveau pays adhérent par le texte révisé à Londres. L'article 6 de l'Arrangement n'a pas pour effet, ni pour but, de modifier les obligations contractées par l'adhésion à la Convention.

c) Relations entre pays liés par les Actes de Londres d'une part, par les Actes de La Haye ou de Washington d'autre part. Il faut appliquer la règle généralement admise: les relations entre ces groupes de pays sont soumises aux dispositions des textes les moins évolués, sauf dispositions contraires.

Nous avons exposé les conditions d'acquisition des droits des tiers prévus par notre Arrangement; nous examinerons maintenant les conditions d'exercice de ces droits.

L'article 6, alinéa (1), dispose que les tiers pourront continuer leur exploitation «aux conditions prévues par les législa-

(1) L'Arrangement de 1920 concédait expressément aux tiers qui avaient exploité de bonne foi une invention, une marque ou un dessin ou modèle industriel que ce soit pendant ou après le délai de priorité unioniste des droits d'usage qui pouvaient subsister à côté du droit de priorité pendant la durée du délai prolongé. Cette disposition de l'Arrangement ne faisait que maintenir l'état de droit déjà existant. En effet, la convention alors en vigueur dans tous les pays contractants était celle signée à Washington qui, comme nous l'avons relevé à plusieurs reprises, reconnaissait aux exploitants de bonne foi un droit de possession personnelle. Or, l'Arrangement de 1920 avait purement et simplement prolongé les délais de priorité unioniste; il n'avait pas étendu le contenu des droits de priorité. Il suit de là que, en tout état de cause, les droits des tiers pouvaient se constituer pendant tout le délai de priorité prolongé. Aujourd'hui, où il faut tenir compte de trois textes conventionnels, la situation est sensiblement plus compliquée.

tions intérieures». Pour bien déterminer la portée de ces conditions, il est utile de recourir, exceptionnellement, aux notes de séances de la Conférence. Celle-ci s'est trouvée, à ce sujet, en présence de trois propositions principales: 1° Certaines délégations auraient voulu fixer dans l'Arrangement des conditions rigides d'exploitation. Elles voulaient imposer aux tiers exploitants, dans tous les pays contractants, le paiement d'une licence aux titulaires des droits de propriété industrielle. L'institution de la licence eût été une condition obligatoire pour l'adhésion. 2° D'autres délégations demandaient que l'on affranchisse les tiers exploitants de toute redevance. L'adoption de l'une ou de l'autre de ces propositions aurait unifié le régime des tiers. 3° A mi-chemin entre ces deux propositions extrêmes, se trouvait celle du Bureau international, qui réservait, pour tous les ressortissants des autres pays contractants, l'application de la législation intérieure.

L'écart entre les deux premières propositions était grand; la discussion fut vive, mais toujours empreinte d'un esprit de compréhension et du désir d'arriver à une entente. Si les deux camps étaient demeurés intransigeants, la Conférence aurait enregistré un échec ou un demi-échec. Aucune des deux propositions extrêmes n'ayant recueilli la majorité des suffrages, l'on eut alors le beau et réconfortant spectacle d'une assemblée de vingt-sept pays cherchant, sous la direction d'un président avisé, un texte qui puisse réunir l'unanimité. Des concessions réciproques, des sacrifices étaient nécessaires. Finalement, le texte proposé par le Bureau international fut adopté. Ce texte avait été élaboré en pleine connaissance de cause. Au cours des travaux préparatoires, il était apparu avec une évidence grandissante que la licence d'exploitation ne pourrait pas être acceptée par un assez grand nombre de pays; l'on avait également pu constater que les pays à licence n'abandonneraient pas leur système. Un rapprochement des opinions, et, finalement, une unanimité ne pouvait être réalisée qu'en octroyant aux pays contractants une certaine liberté d'action, en les laissant libres de soumettre les requêtes des ressortissants des autres pays contractants aux conditions prévues par la propre législation. Dans sa proposition, le Bureau international s'était inspiré du grand principe qui est à la base de la Convention d'Union de Paris, celui de l'assimilation aux nationaux. Ce faisant, il se rendait bien compte qu'une égalité

de traitement n'était pas possible. Le pays A percevrait une licence en faveur d'un ressortissant du pays B, titulaire d'un brevet dans ledit pays A, alors qu'inversement, le pays B admettrait qu'un tiers peut y exploiter sans redevance une invention brevetée au nom d'un ressortissant du pays A. Un tel état de choses peut choquer un esprit épris du sentiment de justice distributive, mais non pas celui qui est habitué à aborder les problèmes d'un point de vue international.

Nous avons fait connaître l'esprit dans lequel la disposition à l'examen — l'exercice du droit des tiers aura lieu «aux conditions prévues par les législations intérieures» — avait été élaborée par le Bureau international, puis adoptée par la Conférence. Dans l'application de cette disposition, il ne devrait pas être fait de concession au principe de la réciprocité. En effet, ainsi que l'a constaté la délégation anglaise, et, après elle, la délégation roumaine, ce principe a été «rejeté» par la Conférence. Il serait donc contraire à l'esprit et à la lettre de l'Arrangement de faire dépendre, en quoi que ce soit, l'application de ce dernier de l'état de la législation dans le pays du requérant. Les titulaires de brevets appartenant à des ressortissants d'autres pays contractants qui se réclament de l'Arrangement doivent être traités, pour ce qui concerne le droit des tiers, comme les propres ressortissants.

II. Dans les pays occupés, les inventeurs se trouvaient dans une situation critique. Ils ne pouvaient exploiter leur création qu'avec l'autorisation de l'occupant et le dépôt d'une demande de brevet pendant l'occupation pouvait être interprété comme un geste collaborationniste. Il a paru équitable à la Conférence de Neuchâtel de tenir compte de conditions si particulières. Elle l'a fait avec le souci de ne pas compromettre les droits du premier déposant ou du titulaire des droits prorogés par l'article 2 de l'Arrangement et de sauvegarder les principes de la Convention de Paris.

L'inventeur qui n'a pas exploité son invention, mais qui a déposé une demande de brevet dans la période entre le 3 septembre 1939 et le 1<sup>er</sup> janvier 1946 pourra être assimilé à l'exploitant de bonne foi, c'est-à-dire qu'il pourra, lui ou son ayant cause, acquérir un droit de possession personnelle, mais avec une quadruple restriction: 1° Il ne peut naître aucun droit en faveur du demandeur de brevet pendant la prolongation des

délais prévus à l'article 2 de l'Arrangement, mais seulement à l'égard d'une demande de brevet déposée sous le bénéfice de l'article premier. 2° La demande de brevet doit avoir été présentée le 4 septembre 1939 ou à une date postérieure, mais au plus tard le 31 décembre 1945. Le délai peut paraître court, mais il ne faut pas oublier que le demandeur de brevet qui a fait des préparatifs pour l'exploitation de son invention devient un tiers exploitant et qu'il est alors au bénéfice du délai prévu à l'alinéa (1), délai qui expire le 31 décembre 1946 à minuit. 3° Le demandeur doit rapporter la preuve de sa création; il ne doit pas être un simple plagiaire. 4° Il doit encore établir que la mise en exploitation de son invention a été empêchée par la guerre, par des circonstances inhérentes au conflit mondial.

#### Art. 7

*Les dispositions du présent Arrangement ne comportent qu'un minimum de protection; elles n'empêchent pas de revendiquer, en faveur des titulaires de droits de propriété industrielle, l'application des prescriptions plus larges qui seraient édictées par la législation intérieure d'un pays contractant; elles laissent également subsister les accords et traités plus favorables et non contraires que les Gouvernements des pays contractants auraient conclus ou concluraient entre eux.*

Cet article est une confirmation de l'article 15 de la Convention d'Union. Il s'y trouve énoncé le principe incontesté d'après lequel les pays unionistes peuvent édicter des lois, ou contracter avec des pays membres de l'Union des engagements, mais ces lois et ces traités ne peuvent en aucun cas contenir des dispositions qui restreindraient les avantages déjà acquis par les titulaires, ressortissant à un autre pays unioniste, des droits de propriété industrielle. Ces droits peuvent être élargis, mais non pas diminués. En réservant l'application des prescriptions plus larges qui seraient édictées par la législation intérieure d'un pays contractant, l'article 7 de notre Arrangement rejoint l'article 2 de la Convention de Paris qui — nous avons eu l'occasion de le rappeler en commentant l'article 6 — proclame le principe de l'assimilation aux nationaux des ressortissants des pays contractants. Notre texte permet encore — ce qui va de soi — la conclusion entre pays contractants de traités ou d'accords plus favorables aux bénéficiaires de droits de propriété industrielle que ne l'est l'Arrangement



lui-même. Une exception, très importante, a cependant dû être faite. C'est celle dont traite l'article suivant.

#### Art. 8

*Les dispositions du présent Arrangement ne porteront pas atteinte à l'application des dispositions des accords et traités de paix conclus ou à conclure entre des pays ayant été en guerre l'un contre l'autre.*

La guerre, qui fut «totalitaire», a bouleversé bien des notions de droit. Les ruines accumulées sont telles que l'esprit humain ne peut pas les embrasser. Devant un tel spectacle, le juriste se sent impuissant. C'est aussi ce qui a engagé les promoteurs de l'Arrangement à admettre la préséance des traités de paix et des accords conclus ou à conclure entre des pays qui ont été en guerre l'un contre l'autre. Nous ne pouvons pas encore préciser l'importance de cette réserve, mais nous prévoyons qu'elle sera très importante. En consacrant cette préséance, la Conférence a implicitement autorisé les pays des Nations alliées à surseoir à l'application de l'Arrangement à l'égard des ressortissants des pays vaincus jusqu'à ce que le ou les traités de paix soient entrés en vigueur.

#### Art. 9

*(1) Le présent Arrangement, ouvert aux pays membres de l'Union pour la protection de la propriété industrielle, sera ratifié le plus tôt possible. Les ratifications seront déposées auprès du Gouvernement de la Confédération Suisse, et par celui-ci notifiées à tous les autres. Le présent Arrangement entrera en vigueur sans délai entre les pays qui l'auront ratifié.*

*(2) Les pays qui n'auront pas signé le présent Arrangement pourront y adhérer sur demande. Les adhésions seront notifiées au Gouvernement de la Confédération Suisse, et par celui-ci à tous les autres. Elles emporteront de plein droit, et sans délai, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par le présent Arrangement.*

Cet article n'appelle pas un long commentaire. Il va de l'intérêt de tous les pays de ratifier l'Arrangement le plus tôt possible. Car, comme le fait remarquer fort judicieusement le Conseil fédéral suisse dans son message aux Chambres fédérales, les délais impartis par l'Arrangement pour maintenir ou restaurer un droit ne sont pas indéterminés; ils expirent à une date donnée. Ainsi, celui qui veut exercer son droit de priorité unioniste prolongé doit avoir déposé sa demande seconde au plus tard le 31

décembre 1947. Or, les initiés savent que les travaux préparatoires pour le dépôt d'une demande seconde de brevet dans quatre ou cinq pays exigent beaucoup de temps. Nous ne saurions donc trop engager les autorités compétentes des pays signataires à faire diligence et à mettre «le plus tôt possible» leurs ressortissants en mesure d'entreprendre les démarches en vue de la sauvegarde de leurs droits compromis par la guerre.

L'article dispose que l'Arrangement entrera en vigueur *sans délai* entre les pays qui l'auront ratifié. Cette disposition, peut-être insolite dans un traité international, est conforme aux intérêts des bénéficiaires de l'Arrangement. Celui-ci porte effet avant même que la ratification ait été notifiée par le Conseil fédéral suisse aux autres pays unionistes. Ce fait pourrait avoir de l'importance pour les ratifications ou les adhésions qui interviendraient au cours des derniers jours d'un délai. Dans cet ordre d'idées, nous nous demandons si des demandes pourraient être valablement déposées en prévision d'une ratification ou d'une adhésion d'un pays. La question est du ressort exclusif du pays en cause, mais il nous sera permis d'exprimer l'espoir qu'elle serait tranchée dans un esprit libéral.

Le délai le plus long est celui de l'article 5, alinéa (2), qui expire le 29 juin 1949. Une adhésion qui serait notifiée au Conseil fédéral suisse le 25 juin 1949 rendrait applicables les dispositions de cet alinéa. Qu'en serait-il des autres dispositions? Les délais prévus aux articles 1<sup>er</sup> à 4 étant expirés, les ressortissants du nouveau pays adhérent ne pourraient plus être mis au bénéfice de ces articles et, inversement, les anciens pays contractants n'acquerraient sur le territoire du nouvel adhérent aucun droit qui serait basé sur lesdits articles.

Resterait l'application des articles 5 et suivants dans la mesure où ils conserveront leur efficacité dans les circonstances créées par l'adhésion. C'est avec cette restriction qu'il faudra interpréter la dernière phrase de l'article 9.

Une autre réserve doit encore être faite. Nous avons vu, en étudiant l'article 8, que l'Arrangement ne pourrait être applicable entre les pays des Nations alliées d'une part, et les anciens ennemis de ces pays d'autre part, que lorsque les traités de paix conclus ou à conclure seront entrés en vigueur. L'Arrangement ne portera donc pas effet «sans délai» entre ces pays; il deviendra applicable simultanément avec le traité de paix.

#### Art. 10

*Tout pays contractant pourra étendre le présent Arrangement, par simple notification faite au Gouvernement de la Confédération Suisse, à tout ou partie de ses colonies, protectorats, territoires sous mandat ou sous tutelle, ou tous autres territoires soumis à son autorité, ou tous territoires sous suzeraineté. Le Gouvernement de la Confédération Suisse transmettra cette notification aux autres Gouvernements.*

Cet article doit rendre possible l'extension de l'Arrangement à tous les territoires privés de souveraineté et de la qualité de membre indépendant de la société du droit des gens. Tout pays habile à agir au nom d'un de ces territoires peut, par simple notification adressée au Conseil fédéral suisse, étendre l'application de l'Arrangement aux rapports entre ce territoire et les autres pays où il est déjà en vigueur. La formule choisie est aussi compréhensive que possible et ne devrait pas soulever des divergences d'interprétation.

#### Art. 11

*Le présent Arrangement sera signé en un seul exemplaire, qui sera déposé aux archives du Gouvernement de la Confédération Suisse. Copie certifiée en sera remise par ce dernier à chacun des Gouvernements des pays signataires et adhérents.*

Cet article n'appelle pas de commentaire.

\* \* \*

#### Protocoles de clôture

L'étude de l'Arrangement de Neuchâtel a démontré que celui-ci avait pour objet de redresser une situation extraordinaire créée par la guerre. Il a pu le faire, — et encore imparfaitement, — pour des cas plus ou moins communs à tous les pays contractants. Mais les États engagés dans le conflit ont été amenés à prendre des mesures particulières de nature à léser les intérêts de certains titulaires de droits de propriété industrielle. C'est afin de parer aux inconvénients qui en résultent que la délégation anglaise, appuyée par les représentants de la Chambre de commerce internationale, a proposé l'insertion, dans un Protocole de clôture, d'une disposition proclamant l'immunité pour l'emploi de marques de fabrique appliquées sur des produits importés sur ordre ou pour le compte d'un Gouvernement. Les faits visés sont notamment les suivants: Les belligérants devaient s'approvisionner, pour partie du moins, dans leur propre pays. Suivant



le stationnement de leurs troupes, ils consomment leurs produits sur territoire étranger. La propriété des marques étant limitée aux frontières du pays, il a pu arriver que l'application d'une marque déterminée sur un produit importé constituait une violation des droits de celui qui était titulaire de la marque dans le pays d'importation. Il en allait de même pour les quantités considérables de marchandises importées par les soins de l'UNRRA, de la Croix-Rouge ou d'un Gouvernement quelconque. Il a paru équitable d'empêcher d'un côté que l'importateur pût être poursuivi pour violation du droit du propriétaire légal de la marque dans le pays d'importation, et, d'autre part, que la marque tombât dans le domaine public pour défaut de caractère distinctif. Donc, d'une part, amnistie en faveur de l'importateur qui emploie une marque analogue ou semblable à une marque protégée dans le pays d'importation, d'autre part, garantie, pour le titulaire de cette dernière, de conserver le droit exclusif de sa marque. Cette disposition, qui forme le N° I du Protocole de clôture, a la teneur suivante:

## I

*Lorsque, durant la période comprise entre le 3 septembre 1939 et le 30 juin 1947, des produits revêtus d'une marque contrefaisant ou imitant une marque enregistrée dans un pays contractant ont été importés dans ce pays, au compte du Gouvernement, pour les fins de la poursuite efficace de la guerre, ou pour maintenir des approvisionnements et des services essentiels à la vie de la communauté, ou pour soulager des souffrances et des malheurs résultant de la guerre, un tel emploi de la marque ne sera pas considéré comme une atteinte aux droits de son propriétaire.*

Le Protocole de clôture contient encore, sous chiffre II, un texte ainsi conçu:

## II

*Les dispositions de l'article premier se rapportent également aux demandes de brevets déposées par des ressortissants tchécoslovaques auprès du Bureau allemand des brevets, à Berlin, dans la période comprise entre le 1<sup>er</sup> août 1940 et le 4 mai 1945 inclusivement, à condition que l'invention n'ait pas été faite en Allemagne.*

Ce chiffre II a été adopté à la demande de la délégation tchécoslovaque. Elle exposa que le Bureau des brevets tchécoslovaque ayant été supprimé par l'Allemagne, les personnes domiciliées sur territoire tchécoslovaque durent déposer leurs demandes de brevets soit à

Berlin, soit dans un autre pays. Les circonstances de l'époque étaient telles que, en fait, le dépôt auprès du *Reichspatentamt* entraînait seul en considération. Or, l'on sait que les Alliés se sont emparés des brevets délivrés par ce dernier et des demandes de brevets déposées auprès de cette autorité, quand les titulaires ou les demandeurs de brevets étaient domiciliés sur territoire allemand. La délégation attacha du prix à faire déclarer expressément que les ressortissants tchécoslovaques, domiciliés sur territoire tchécoslovaque et qui présentèrent, pendant la période comprise entre le 1<sup>er</sup> août 1940 et le 4 mai 1945, une demande de brevet au Bureau des brevets allemand n'étaient pas assimilés aux personnes domiciliées sur territoire allemand, mais restaient habiles à faire valoir leur droit de priorité unioniste en conformité de l'article premier de l'Arrangement. La situation est donc nettement établie. Reste toutefois à fixer les limites du «territoire tchécoslovaque», ou plutôt à déterminer le sens des mots «ressortissants tchécoslovaques». Comme le déposant doit faire valoir son droit de priorité auprès de ceux des pays contractants qui l'intéressent, il appartiendra à ces derniers de décider, chacun pour son compte. Pour ce qui nous concerne, nous serions d'avis que par ressortissants tchécoslovaques au sens du Protocole de clôture, il faut entendre les personnes qui, aux termes des articles 2 et 3 de la Convention de Paris, ressortissent à la République tchécoslovaque actuelle.

\* \* \*

L'étude du problème tchécoslovaque nous amène à soulever une question d'ordre plus général qui aurait dû trouver place lors de l'examen de l'article premier et que nous pouvons formuler comme suit: Le dépôt premier, générateur du droit de priorité unioniste, doit-il avoir lieu dans un des pays qui participent à l'Arrangement de Neuchâtel?

Nous avons vu que, pour être mis au bénéfice de ce dernier, il faut être ressortissant d'un pays contractant. D'autre part, l'article premier assure la prolongation des droits de priorité en faveur des titulaires des droits reconnus par la Convention de Paris. Il ne prescrit pas que ces droits doivent avoir pris naissance dans un pays contractant. Avec raison. Tout dépôt premier engendre dans chacun des autres pays unionistes un droit de priorité. Ce droit doit être exercé dans un délai déterminé. Lorsque ce délai est prorogé, le droit subsiste. Le sort

de ce droit dans le pays A est indépendant de l'existence ou de l'extinction du droit correspondant dans le pays B. L'article premier doit donc être interprété en ce sens que les bénéficiaires de l'Arrangement sont fondés à admettre que les délais impartis pour exercer leurs droits de priorité sont prorogés, aux conditions exposées en commentant ledit article premier, quel que soit le pays du dépôt premier. Dans ces conditions, l'article II du Protocole de clôture ne fait que confirmer un état de droit créé par l'Arrangement.

\* \* \*

Le chiffre I du Protocole de clôture vise les marques apposées sur des produits importés, pour des raisons découlant de la guerre, dans des pays unionistes. Sur la demande de l'observateur américain, la Conférence de Neuchâtel a décidé d'étendre cette mesure et de l'appliquer aux inventions utilisées pour la fabrication desdits produits importés. Toutefois, le champ d'application a été limité aux marchandises importées sur le territoire des belligérants et seulement «au cours de la guerre». Cette mesure a été insérée dans un *Protocole de clôture additionnel* en la forme suivante:

*Les règles énoncées au chiffre I du Protocole de clôture seront appliquées par analogie en ce qui concerne les brevets, pour autant que l'importation a eu lieu dans le territoire des Nations Alliées et Associées, ou d'un pays ennemi de celles-ci, au cours de la guerre.*

## Congrès et assemblées

### RÉUNIONS INTERNATIONALES

#### ASSOCIATION INTERNATIONALE

POUR LA

#### PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

#### CONGRÈS DE LA HAYE <sup>(1)</sup>

##### Programme <sup>(2)</sup>

Conformément aux décisions prises par le Congrès de Prague (6-11 juin 1938) <sup>(3)</sup>, le prochain Congrès de l'A.I.P.P.I. devait être tenu à La Haye, en 1940. Retardé

<sup>(1)</sup> Les intéressés sont priés de s'adresser aux secrétaires de leurs Groupes nationaux respectifs. Les personnes qui ressortissent à un pays où il n'existe pas de groupe national de l'A.I.P.P.I. peuvent s'adresser directement au Bureau du Congrès, à La Haye, 71, Koniginnegracht.

<sup>(2)</sup> Nous devons la communication du présent programme à l'obligeance de M. Eugène Blum, secrétaire général de l'A.I.P.P.I. (Zürich, 31, Bahnhofstrasse).

<sup>(3)</sup> Voir *Prop. ind.*, 1938, p. 124 et suiv.

par la guerre, il va se réunir dans la capitale des Pays-Bas, du 26 au 31 mai prochain, sous le haut patronage de S. E. M. le Dr G. W. M. Huysmans, Ministre des affaires économiques des Pays-Bas. Le programme des travaux a été arrêté comme suit:

#### Lundi 26 mai

- 15 h. *Séance du Comité exécutif.*  
 Approbation des procès-verbaux des Réunions tenues à Zurich par le Comité exécutif, des 12 au 15 juillet 1939 et 23 au 26 juin 1946.  
 Orientation par le Secrétaire général.  
 Proposition d'envoyer des télégrammes à S. M. la Reine des Pays-Bas et à M. le Dr F. Ostertag, membre d'honneur.  
 Organisation du Congrès:  
 Nomination des présidents et des secrétaires des séances de travail et de la commission de rédaction.  
 Proposition concernant le prochain Congrès.  
 Proposition concernant la nomination du nouveau président.  
 Proposition concernant la nomination du Bureau.

#### Mardi 27 mai

- 10 h. *Inauguration solennelle du Congrès au Ridderzaal (La Haye).*  
 Allocution du président, M. le Prof. Dr Ir. H. C. J. H. Gelissen.  
 Allocution du Ministre des affaires économiques, S. E. le Dr G. W. M. Huysmans.  
 Allocution du Maire de La Haye.  
 Aperçu par M. le Dr Bénigne Mentha, Directeur du Bureau international pour la protection de la propriété industrielle, à Berne.

- 14 h. *Première séance de travail.*

#### Généralités

#### Élargissement des attributions du Bureau international.

« Le Comité exécutif émet le vœu que soit introduite dans la Convention d'Union une disposition habilitant le Bureau international pour la protection de la propriété industrielle, à Berne, en cas de défaut de concordance entre une disposition législative interne d'un pays de l'Union et le texte des Actes de l'Union, à signaler ce défaut de concordance à l'attention de l'Administration du pays en cause. »

Ce vœu, émis par le Comité exécutif dans sa séance de juin 1946, est proposé à l'approbation du Congrès.

#### Interprétation de la Convention.

(Question 1)

a) Moyens propres à rendre effectives, dans les différents États adhérents, les dispositions des Convention et Arrangements auxquels ceux-ci ont adhéré.

b) Adjonction éventuelle d'un article 13<sup>bis</sup> reconnaissant la compétence de la Cour internationale de justice de La Haye pour trancher les questions d'interprétation de la Convention.

c) Examen de la proposition du Groupe britannique, tendant à mettre à l'étude les moyens de remédier au défaut d'une unanimité absolue pour les résolutions présentées aux Conférences de révision.

- 17 h. *Séance de la Commission de rédaction.*

#### Mercredi 28 mai

- 9 h. 15 *Deuxième séance de travail.*

#### Brevets

Doit-on accorder à l'inventeur un droit de priorité en cas de divulgation de l'objet de l'invention avant le dépôt du brevet et en liaison avec la question de la protection aux expositions? (Question 2)  
 Question de revendication du droit de priorité (copie certifiée obligatoire; modification éventuelle de l'art. 4, paragraphe D, chiffre 3, de la Convention). (Question 3)

- 14 h. *Troisième séance de travail.*

#### Brevets

Protection légale des nouvelles variétés de plantes. (Question 4)  
 Transformation des brevets additionnels en brevets principaux. (Question 5)

- 17 h. *Séance de la Commission de rédaction.*

#### Jeudi 29 mai

- 9 h. 15 *Quatrième séance de travail.*

#### Suite des généralités

Octroi aux nationaux du bénéfice des dispositions des Actes ratifiés de l'Union. (Question 1a)  
 Examen des conditions de protection des dessins et modèles dans les divers pays. (Question 11)  
 (Orientation par le rapporteur général M<sup>e</sup> Fernand-Jacq.)

#### Vendredi 30 mai

- 9 h. 15 *Cinquième séance de travail.*

#### Marques de fabrique

Protection des armoiries publiques. (Question 7)  
 Traduction de la marque. (Question 8)  
 Limitation territoriale des marques internationales. (Question 9)

- 14 h. *Sixième séance de travail.*

Suite de la cinquième séance.

Cession libre de la marque.

(Question 10)

- 16 h. *Séance de la Commission de rédaction.*

#### Samedi 31 mai

- 8 h. 30 *Séance finale de la Commission de rédaction.*

- 10 h. 30 *Assemblée générale de clôture.*

Rapport du Secrétaire général.

Rapport du Trésorier général.

Fixation du prochain Congrès.

Nomination du Président.

Nomination du Bureau (Rapporteur général, Secrétaire général, Trésorier général).

Nomination des membres du Comité exécutif et ratification de cette nomination (Art. 5 des Statuts).

Vote définitif des résolutions et vœux des séances de travail.

- 12 h. *Séance du nouveau Comité exécutif.*  
 Nomination de membres d'honneur.  
 Divers.

\* \* \*

Nos vœux les meilleurs accompagnent cette nouvelle manifestation de l'activité féconde de l'Association internationale pour la protection de la propriété industrielle, qui va renouer dans un beau cadre une longue tradition douloureusement interrompue.

## Correspondance

### Lettre de Grèce

*Le principe de la bonne foi et de la morale dans les transactions en matière de propriété industrielle*

D<sup>r</sup> ARIS KALLIKLIS.

## Jurisprudence

## ITALIE

INVENTIONS D'EMPLOYÉS. BREVET PRIS PAR L'EMPLOYÉ TENU PAR CONTRAT À EXERCER UNE ACTIVITÉ INVENTIVE. REVENDICATION PAR L'EMPLOYEUR. CONCURRENCE DÉLOYALE. DÉTOURNEMENT DE PERSONNEL ET IMITATION SERVILE. DÉFINITION.

(Rome, Cour de cassation, 18 février 1946. — Ditta Pietro Bassi, Ditta Fratelli Guidetti et Giovanni Forlani c. Officine meccaniche Ing. Contaldi (O. M. I. C.).<sup>(1)</sup>)

## Résumé

Aux termes de l'article 437 du Code civil de 1865, en relation avec l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 3731, du 30 octobre 1859, les productions de l'esprit sont originaires acquises à leurs auteurs. Toutefois, la propriété des inventions faites par un employé dans l'accomplissement d'une obligation contractuelle générale ou spécifique qui lui impose de se livrer à des études et à des recherches tendant à trouver la solution en cause est transférée à l'employeur, que l'invention ait été faite à la maison ou à l'atelier. L'employé garde cependant, en sus de son droit moral d'auteur, le droit à une rémunération équitable. Cette dernière doit être fixée par le juge, si les parties ne s'entendent pas à ce sujet.

Le détournement du personnel fait partie de l'organisation frauduleuse tendant, par divers moyens, à porter préjudice au demandeur par des actes de concurrence déloyale.

L'imitation servile présuppose que l'on ait copié exactement, dans le but de créer une confusion, ce qui ne constituait pas une nécessité de fonctionnement.

NOTE. — Le droit de l'employeur a été à présent contesté, dans la présente affaire, à toute étape de la procédure. La Cour de cassation a posé un principe conforme à la jurisprudence antérieure à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les brevets, qui a tenu compte, de son côté, des anciennes décisions. Il n'y aurait donc lieu de ne rien ajouter. Toutefois, comme les dispositions nouvelles ont été vivement combattues, elles aussi, il est opportun de saisir cette occasion pour parler des diver-

gences de vues qui se manifestent dans un domaine qui intéresse de si près l'industrie et le travail et pour préciser la portée desdites dispositions.

En vertu de l'article 23 de la loi n° 1127, du 29 juin 1939, toute invention faite par un employé ou par un ouvrier appartient originellement à l'entreprise, si elle constitue la solution d'un problème technique que le salarié a été chargé d'étudier. Ce dernier a cependant droit, au cas où l'entreprise désirerait prendre un brevet, à une rémunération équitable, à moins que celle-ci ne soit déjà comprise dans le salaire.

En revanche, s'il n'y a pas eu mandat et que l'invention brevetée par les soins du salarié rentre dans le champ d'activité de l'entreprise, celle-ci a un droit de prélation quant à l'acquisition ou à l'emploi, à condition d'en payer le prix entier.

Enfin, si l'invention que le salarié a faite pour son compte est hors du champ d'activité de l'entreprise, il peut en disposer à son gré.

Les trois cas semblent être clairs et les principes d'après lesquels la question doit être examinée dans chaque affaire paraissent nettement définis. Toutefois, d'anciens (magistrats illustres, juristes et écrivains de marque) ont mal lu les textes et prétendu que l'employeur pouvait revendiquer la propriété originaire de l'invention dans le second cas aussi, c'est-à-dire lorsque l'invention n'est pas faite dans l'exécution d'un mandat et qu'elle rentre seulement dans le champ d'activité de l'entreprise. Cette interprétation rendait la loi juridiquement mal fondée et socialement non équitable. Elle en faisait l'instrument d'une espèce d'esclavage industriel en opposition avec la doctrine et la jurisprudence antérieures.

Il ne fut pas facile de ramener les esprits égarés à une interprétation conforme aux principes dont le législateur s'était inspiré<sup>(1)</sup>.

D'autre part, la controverse doctrinale s'est envenimée lors d'un arrêt rendu en janvier 1941 par la Cour d'appel de Milan, dans une affaire qui opposait un directeur du bureau technique de la *Metallurgica italiana* (siège de Livourne) à cette société. Il s'agissait d'un cas limite extrêmement délicat, où la Cour reconnut le droit du salarié.

L'arrêt fut loué par les uns et censuré par les autres. Dans la revue *Giurisprudenza del lavoro*, éditée par la Confédération des travailleurs industriels<sup>(2)</sup>, M. Valente Simi, avocat, reconnut « le sens profond de l'équité dont le juge s'était inspiré » et se félicita d'un arrêt prouvant que la jurisprudence s'orientait vers une interprétation exacte de la nouvelle loi. En revanche, M. le Dr Walter Bentivoglio le jugea injuste dans *Massimario di giurisprudenza corporativa*, édité par la Confédération des industriels. A son sens, l'arrêt n'était pas conforme « aux principes généralement admis en la matière<sup>(3)</sup> ». En fait, ces principes avaient été soutenus par la Confédération de l'industrie lors des travaux préparatoires de la loi. Elle avait même présenté un projet selon lequel la propriété exclusive appartenait à l'industriel non seulement quant aux inventions d'employés « faites en relation avec les attributions qui leur étaient confiées par contrat », mais aussi quant aux inventions « étrangères à ces attributions, mais faites en se servant de l'outillage de l'établissement », ou portant sur un perfectionnement des procédés ou des produits de celui-ci.

La loi n'accueillit pas ces principes. Elle codifia, dans le domaine des inventions, la théorie des droits du travail qu'une jurisprudence audacieuse avait créée, à défaut de ré-

<sup>(1)</sup> Cf. Mazzola, *Le invenzioni dei dipendenti. Sulla interpretazione delle nuove disposizioni di legge, dans Problemi di diritto industriale*, n° 1, de 1937 (chez Pirola).

<sup>(2)</sup> Numéro d'avril 1941, p. 128 à 133.

<sup>(3)</sup> Numéro de juillet-août 1941, p. 349 à 353.

<sup>(1)</sup> Nous devons la communication du présent arrêt et de la note qui le suit à l'obligeance de M. Natale Mazzola, avocat à Milan, 19, via Trieste.

gles écrites, selon l'enseignement d'un illustre magistrat, Eduardo Piola Caselli, qui défendait dans tous les débats doctrinaires et dans les congrès internationaux le droit moral de l'inventeur. C'est ainsi que la loi reconnut *en tous cas* en faveur de l'individu le droit d'invention, même lorsqu'il s'agit d'une invention dite « de fabrique » chères à d'autres peuples, mais rejetée par notre sensibilité juridique. Nous soutenons, et la loi en a codifié le principe, que l'inventeur est où il y a invention. Cette conquête du travail appartient à l'Italie.

NATALE MAZZOLÀ.

## SUISSE

### MARQUE DE FABRIQUE. INDICATION DE PROVENANCE. CONCURRENCE DÉLOYALE. DROIT AU NOM. PRINCIPES À SUIVRE.

(Lausanne, Tribunal fédéral, 22 octobre 1946. — *Mauler & C<sup>e</sup> c. Godet & C<sup>e</sup>*.)<sup>(1)</sup>

#### Résumé

I. Pour que la marque d'autrui soit contrefaite ou imitée de manière à induire le public en erreur (art. 24, litt. a, de la loi), il faut que l'impression d'ensemble produite sur les acheteurs par l'utilisation prétendument abusive d'une marque soit de nature à provoquer une confusion avec les produits protégés par les marques concurrentes.

II. L'action fondée sur l'article 3, alinéa 4, de la loi, pour le motif qu'une indication serait contraire à la vérité, ne peut être dirigée que contre celui qui a fait enregistrer sa marque et jouit de la protection de la loi spéciale. Sinon la vérité de l'indication ne peut être examinée qu'au regard des dispositions sur les indications de provenance (art. 18 et suiv.) ou de la loi sur la concurrence déloyale.

III. Pour un vin ou un champagne, la provenance est le sol où pousse la vigne, non le lieu où le vin est pressé, encauvé et traité.

IV. L'atteinte à la personnalité économique commise par un concurrent est réprimée exclusivement par la loi sur la concurrence déloyale.

En revanche, l'article 28 du Code civil s'applique lorsque — en dehors de toute concurrence — une personne est atteinte dans des droits inhérents à la personnalité: droit au nom, à l'image, à des valeurs affectives, morales, etc.

V. Le droit au nom d'une personne morale est aussi protégé par les dispositions du Code des obligations sur les raisons sociales.

VI. Le droit au nom par lequel on désigne sa propriété, sa maison ou son domaine peut bénéficier de la protection de l'article 28 du Code civil, sous réserve des droits de tiers à la même dénomination.

VII. Même celui qui est en droit de se servir d'un nom ne peut le faire qu'en se

conformant aux règles de la bonne foi et d'une loyale concurrence.

VIII. L'énumération des cas de concurrence déloyale que donne l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, litt. a) à h) de la loi sur la concurrence déloyale n'est pas limitative. D'autres actes peuvent constituer une concurrence déloyale s'ils répondent à la définition de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1, et si, par ces actes, le concurrent est, au sens de l'article 2, atteint ou menacé dans sa clientèle, son crédit, ses intérêts, etc.

IX. C'est en définitive le respect des règles de la bonne foi qui est le principe fondamental de la loi sur la concurrence déloyale.

## Nécrologie

### Enrico Luzzatto

Enrico Luzzatto, avocat à Milan, est décédé à Milan, à l'âge de 75 ans, le 23 mars dernier. Sa disparition soudaine laisse un vide dans les milieux judiciaires et dans les cercles qui se vouent, au point de vue théorique ou pratique, aux questions de droit industriel.

Fils d'un grand avocat et illustre parlementaire, le défunt avait des dons divers et opposés: il était porté au droit et aux sciences mécaniques. C'est ainsi qu'il s'orienta, dès l'Université, vers le droit industriel, où il devint un maître dans la doctrine comme dans la pratique. Au faite de son activité professionnelle, il avait publié un *Trattato generale delle privative industriali* en trois volumes (Milan, 1914), qui constitue l'œuvre fondamentale italienne en la matière et dont notamment la partie relative à la brevetabilité de l'invention, très pénétrante, offre un grand intérêt. Aussi, les éditeurs du *Nuovo digesto italiano* lui avaient-ils demandé de rédiger l'article « invention ». Luzzatto fit paraître en outre, chez Hoepli (1930), un traité intitulé *La proprietà industriale nelle Convenzioni internazionali*, où il utilisa, avec une haute intelligence, l'expérience acquise dans le domaine international. Enfin, il écrivit de nombreuses études parues dans diverses revues de droit italien et dans la *Propriété industrielle*, dont il était un ancien et fidèle ami.

En 1928, il avait lancé une publication périodique, la *Rivista della proprietà intellettuale ed industriale*, qui paraît toujours.

Tant de travaux relatifs au droit industriel n'avaient pas empêché l'esprit éclectique de Luzzatto de se tourner vers d'autres branches du droit. Il avait notamment entrepris d'écrire un *Trattato di diritto commerciale*, malheureusement interrompu après le premier volume (partie générale).

Le maître excellait à combiner les dons

scientifiques avec les qualités du praticien. Il fut un avocat redoutable pour ses adversaires, qu'il désorientait par une analyse extrêmement serrée et par une expérience consommée, et il collabora durant de longues années aux travaux de l'A.I.P.P.I., participant à maints congrès et rédigeant des rapports très appréciés sur des questions relatives à toutes les branches de la propriété industrielle.

Qu'il nous soit permis, après avoir ainsi résumé l'activité du juriste, connue à l'étranger aussi, d'ajouter un mot au sujet d'un aspect de la vie du disparu, dont le public est probablement moins informé: Luzzatto fut parmi les premiers qui étudièrent, en Italie, le perfectionnement des machines graphiques, et il se voua en pionnier, dès les années 1910-1912, à la construction des avions, créant à Milan la S.I.A. (*Società italiana Aeroplani*). Enfin, la technique de l'horlogerie fut sa passion constante, le délassement auquel il consacra littéralement tous ses loisirs. S'il n'était pas dans son étude, chacun savait où le trouver: chez lui, dans son petit atelier parfaitement aménagé, où il était entouré de toutes sortes de pendules qu'il avait fabriquées et où il aimait à travailler au tour ou à la lime.

Nous perdons un maître du droit industriel que nous regretterons toujours. Mais nous gardons, avec ses œuvres, la *Rivista* qui sera continuée par son fils Attilio, ancien co-directeur. C'est à lui, qui collabora durant plus de vingt ans avec son père, dans le domaine professionnel et dans l'activité scientifique, que revient la noble tâche de poursuivre l'œuvre brusquement interrompue par la mort.

NATALE MAZZOLÀ.

## Nouvelles diverses

### PAYS-BAS

#### MUTATION DANS LE POSTE DE PRÉSIDENT DE L'*Octrooiraad*

Nous apprenons que M. le Dr J. W. Dijkmeester, atteint par la limite d'âge, a été admis à faire valoir ses droits à la retraite à partir du 1<sup>er</sup> mars 1947, avec remerciements pour ses éminents services, et que la présidence de l'*Octrooiraad* et la direction du *Bureau voor den industrieelen Eigendom* ont été confiées à M. le Dr C. J. de Haan, ingénieur et avocat, spécialiste réputé des problèmes de propriété industrielle.

Nos vœux sincères accompagnent dans sa retraite M. Dijkmeester, qui fut pour nous un collègue ou, mieux encore, un ami parfait, et nous souhaitons à son successeur, dont nous avons eu le plaisir de faire la connaissance à Neuchâtel, une cordiale bienvenue.

<sup>(1)</sup> Voir *La Semaine judiciaire*, n° 11, du 18 mars 1947, p. 161.